

Cote du document:	EB 2012/107/R.10
Point de l'ordre du jour:	7 b)
Date:	14 novembre 2012
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F

Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Honduras

Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Joaquin Lozano

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2431
courriel: j.lozano@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	6
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	6
B. Enseignements tirés	7
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	8
A. Avantage comparatif du FIDA	8
B. Objectifs stratégiques	9
C. Perspectives d'innovation	9
D. Stratégie de ciblage	10
E. Articulation au niveau des politiques	10
V. Gestion du programme	11
A. Gestion du COSOP	11
B. Gestion du programme de pays	11
C. Partenariats	12
D. Gestion des savoirs et communication	13
E. Cadre de financement SAFP	13
F. Risques et gestion des risques	14
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	5
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	6
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	8
V. Indicative project pipeline during the COSOP period (Liste indicative des projets figurant dans le réserve durant la période couverte par le COSOP)	11

Dossiers clés

Dossier clé 1:	Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	23
Dossier clé 2:	Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	25
Dossier clé 3:	Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	30
Dossier clé 4:	Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	32

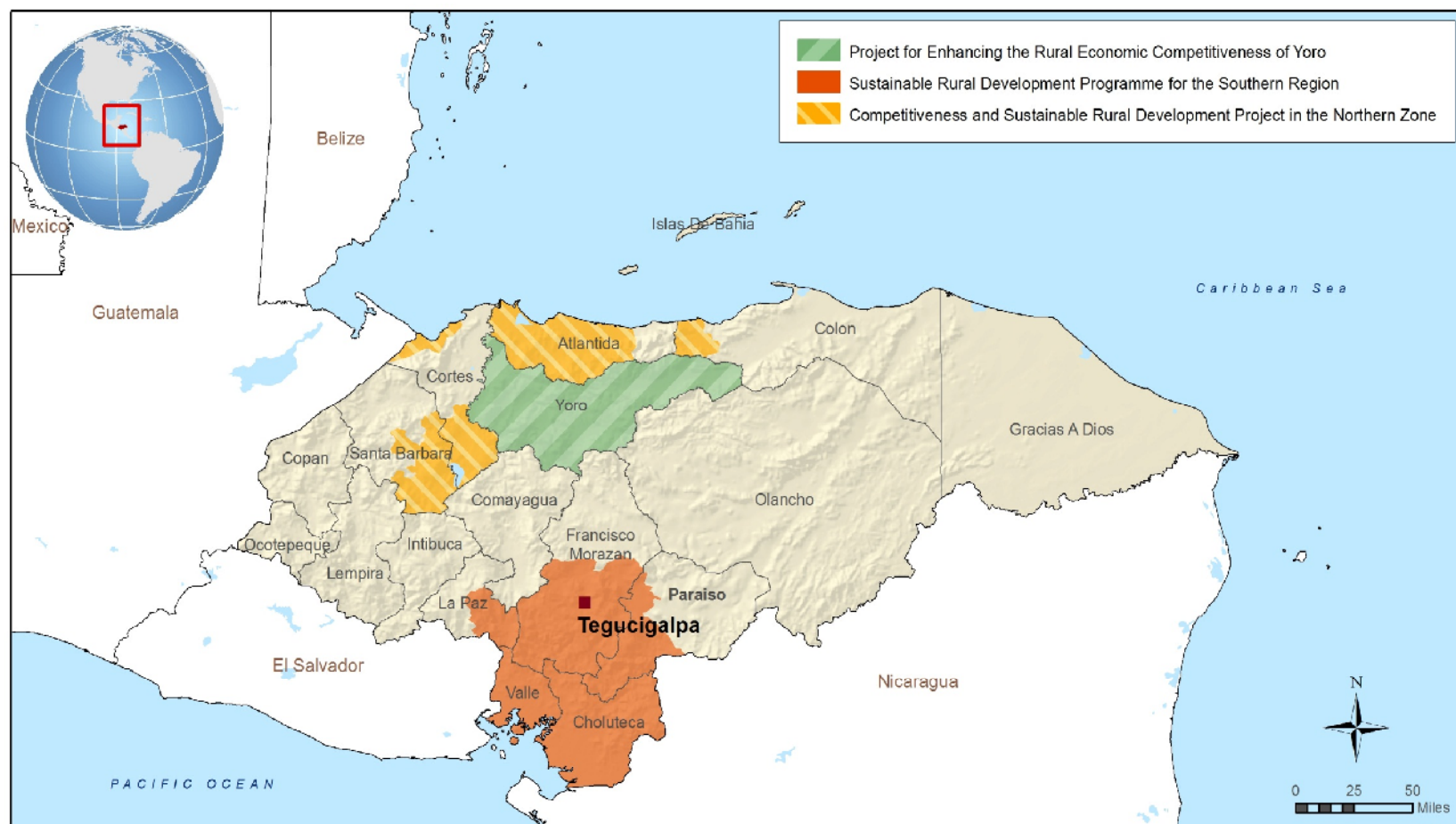
Sigles et acronymes

AGEXPORT	Association des exportateurs du Guatemala
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
CMR	Cadre de mesure des résultats
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FONADERS	Projet de fonds national de développement durable en milieu rural
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRONADEL	Programme national de développement local
S&E	Suivi et évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Republic of Honduras

IFAD-funded operations



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Ce troisième programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la République du Honduras (2013-2016) a bénéficié de larges consultations entre les parties prenantes et d'une évaluation stratégique pionnière de l'environnement, entreprise parallèlement par le FIDA. Le COSOP-AR est en pleine cohérence avec le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, et il contribuera à la réalisation des objectifs des stratégies de réduction de la pauvreté et de développement rural du pays, qui sont guidées par la Vision nationale 2010-2038, le Plan national 2010-2022 et le Plan stratégique pour le développement du secteur agroalimentaire 2010-2014.
2. Le Honduras est le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique centrale. C'est un pays à revenu moyen inférieur, dont le revenu national brut (RNB) moyen par habitant est d'environ 1 970 USD (méthode Atlas, 2011) et où continuent de régner la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'inégalité socio-économique. Il est classé 121^e sur 187 pays selon l'indice du développement humain (2011) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Sur une population totale de quelque 8 millions de personnes, environ 47% vivent en zones rurales. La pauvreté touche plus de 70% de la population rurale, dont 60% vivent dans un état d'extrême pauvreté (2010). Les femmes rurales, les jeunes et les populations autochtones sont parmi les groupes les plus vulnérables. Le pays est exposé aux catastrophes naturelles, notamment aux ouragans récurrents ainsi qu'aux sécheresses et aux inondations, qui sont aggravées par la dégradation croissante de l'environnement.
3. Les groupes cibles du FIDA y sont les petits producteurs agricoles pauvres; les paysans sans terre; les microentrepreneurs et les propriétaires/gérants de petites entreprises ayant des possibilités variables de participer aux filières agricoles et extra-agricoles, ainsi qu'à des activités de transformation créatrices de valeur ajoutée; les Garifunas et autres peuples autochtones; les femmes rurales et les jeunes. Compte tenu des différentes contraintes de développement auxquelles sont soumis ces groupes cibles et des priorités du Gouvernement hondurien, le COSOP-AR fixe deux objectifs stratégiques visant à permettre aux populations rurales pauvres d'augmenter leurs revenus, de créer des emplois et de parvenir à la sécurité alimentaire dans un contexte de durabilité environnementale renforcée:
 - **Objectif stratégique 1:** développer les activités et les microentreprises rurales agricoles et extra-agricoles, et améliorer l'accès aux marchés tout en accroissant la compétitivité du secteur rural.
 - **Objectif stratégique 2:** valoriser le capital humain et social des zones rurales.
4. Le COSOP-AR énonce également les objectifs transversaux suivants: i) réduire la vulnérabilité à l'impact du changement climatique en renforçant la résilience locale et les capacités d'adaptation; ii) améliorer la sécurité alimentaire dans le cadre d'une planification territoriale participative; et iii) accroître l'égalité entre les sexes, les groupes autochtones et les générations.
5. Le portefeuille en cours: i) se compose de projets novateurs axés sur le développement des filières et la compétitivité des entreprises de producteurs organisés, la sécurité alimentaire, l'impact du changement climatique sur l'agriculture, et le renforcement global des capacités techniques, entrepreneuriales et organisationnelles des groupes cibles; ii) met l'accent sur l'appui à l'exécution et l'apprentissage sous la supervision directe du FIDA par l'intermédiaire de son bureau sous-régional au Guatemala; et iii) comprend trois opérations dotées de 28,1 millions d'USD de prêts et d'importants cofinancements de 75 millions d'USD, intégrés dans le coût total des projets. Les deux dernières opérations ont pleinement employé l'allocation de 18,7 millions d'USD du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour 2010-2012. Le FIDA envisage la reproduction/transposition

à plus grande échelle d'activités de développement durable d'entreprises dans le cadre: i) d'un nouveau projet qui sera financé par un prêt du FIDA (SAFP 2013-2015) et accroîtra la présence du FIDA dans la région sud-ouest du pays; et ii) d'un financement supplémentaire destiné à un projet en cours du Fonds spécial pour les changements climatiques du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

République du Honduras

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Ce programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) est le troisième qui est établi pour la République du Honduras. Il présente la stratégie du FIDA destinée à soutenir le Gouvernement hondurien dans ses efforts de promotion du développement d'un secteur rural compétitif, d'accroissement de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté au sein des communautés rurales et des populations autochtones au cours de la période 2013-2016. Le COSOP-AR contribuera à la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Vision nationale 2010-2038, le Plan national 2010-2022 et le Plan stratégique pour le développement du secteur agroalimentaire 2010-2014. Le document répond aux efforts soutenus consentis par le Honduras pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); il est pleinement aligné sur l'objectif général et les objectifs énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015; il s'inspire aussi des enseignements précieux acquis au cours de plus de trente ans d'opérations financées par le FIDA dans le pays.
2. Le processus de consultation du COSOP-AR entrepris au Honduras a compris plusieurs étapes, débutant par une mission préparatoire et des consultations initiales avec les autorités gouvernementales lors de la conception finale du Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – Perspectives pour le Nord (avril 2011), suivies de visites sur le terrain et de consultations officielles menées dans le pays en août 2011. Une évaluation stratégique pionnière de l'environnement entreprise parallèlement par le Fonds (septembre 2011) a fourni des informations précieuses pour l'élaboration du COSOP-AR. Cette évaluation a mis dans une juste perspective les besoins en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans le cadre de la stratégie nationale globale tout en identifiant les mesures nécessaires pour renforcer la place de ces préoccupations fondamentales dans le portefeuille de projets en cours et futurs. De brèves missions d'identification de projets ont été effectuées en septembre 2011 et juillet 2012. Les objectifs stratégiques du COSOP-AR ont été confirmés par l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP) et les principales parties prenantes honduriennes en avril 2012, et validés par le gouvernement en octobre 2012¹.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. Le Honduras a une population de près de 8 millions d'habitants, dont 47% environ vivent en zones rurales. Les groupes autochtones (Chortis, Garifunas, Lencas, Miskitos et Tolupanes) représentent près de 7% de la population totale du pays. Avec un taux de croissance annuel moyen de 1,9%, sa population atteindra 8,8 millions d'habitants en 2015, ce qui ne manquera pas de poser un défi pour la réalisation des OMD.

¹ L'élaboration du COSOP-AR a été entreprise par i) Marco T. Sierra Lemus, spécialiste en économie agricole et en commercialisation; et ii) Tomás N. Rico-Mora, économiste spécialiste en développement rural (chef de mission). Le processus général d'élaboration a été guidé par Enrique Murguía Oropeza, alors chargé de programme de pays (CPP) et coordonnateur du FIDA pour l'Amérique centrale, le Mexique et le Panama, qui a participé à toutes les activités de concertation avec le pays et de consultation sur le terrain. Joaquín Lozano, le nouveau chargé de programme de pays et coordonnateur du FIDA pour l'Amérique centrale, le Mexique et le Panama, a validé les objectifs stratégiques avec le gouvernement (juillet 2012) et mené à bien le processus d'élaboration et d'approbation du COSOP-AR.

4. Le Honduras est le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique centrale. C'est un pays à revenu moyen inférieur, où continuent de régner la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'inégalité socio-économique. Son RNB moyen par habitant est de 1 970 USD (méthode Atlas, 2011), et son coefficient de Gini, selon les calculs du PNUD, est de 0,577 (2007). Le Honduras est classé 121^e sur 187 pays d'après l'indice de développement humain du PNUD pour 2011, tandis qu'une valeur de 0,625 lui vaut une place moyenne dans le développement humain. Le pays est riche en ressources naturelles et en diversité ethnique et culturelle, mais ses récents progrès sur les fronts de l'économie et de la réduction de la pauvreté sont menacés. Plus de 60% des Honduriens sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire; le Honduras figure parmi les pays les plus exposés aux catastrophes naturelles et au changement climatique; et le pays souffre d'un haut taux de chômage (51% de la population active) et d'une dégradation de l'environnement.
5. Après deux décennies où la croissance économique s'était établie à 3% par an, niveau à peine suffisant pour suivre l'accroissement relativement élevé de la population, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un taux annuel moyen de 4,2% au cours de la période 2000-2008. La crise économique et financière mondiale et le choc politique causé par la chute du gouvernement Zelaya en 2009 ont entraîné un recul de la croissance du PIB à moins de 3% en 2010, mais en 2011 elle était remontée à 3,6%. Le PIB du pays est estimé à 17,26 milliards d'USD (Banque mondiale, 2011), la répartition sectorielle indiquant une concentration sur les services (62% en 2009), suivis par l'industrie (25%), et le secteur primaire (13%). Grâce à l'accès retrouvé au financement international: i) le pays est maintenant en passe de soutenir une croissance annuelle moyenne du PIB de 3-4% en 2012-2013 et de 4,3% en 2014-2016 (Unité d'intelligence économique); et ii) la production agricole restera forte mais exposée au risque de pertes de récoltes du fait des pluies et des inondations récurrentes. Les prix à la consommation demeureront vulnérables aux chocs de l'offre et aux aléas climatiques.
6. Suscitée par l'ampleur du chômage local, l'émigration accrue de la main-d'œuvre s'est accompagnée d'une hausse des envois de fonds qui ont atteint 2,63 milliards d'USD en 2010 (soit 17,1% du PIB de l'époque). Selon le rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012 du Forum économique mondial, l'indice de compétitivité du Honduras est de 4 (sur une échelle de 7), ce qui le classe à la 86^e place sur 142 pays. C'est là une amélioration par rapport au passé (3,9 en 2010-2011). Le Honduras figure parmi les bénéficiaires de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

Agriculture et pauvreté rurale

7. Comme celle des autres pays d'Amérique centrale, l'économie du Honduras est fortement exposée au risque dû au manque de diversification de ses produits et de ses marchés d'exportation, ainsi qu'à sa dépendance à l'égard des importations de pétrole et des envois de fonds. Les États-Unis, qui représentent 50% des exportations et 41% des importations honduriennes, sont de loin le premier partenaire commercial du pays. Le commerce a profité principalement d'une hausse des prix des produits agricoles (notamment du café, le plus important produit d'exportation du Honduras). Le secteur agricole apporte une contribution significative à l'économie du pays, avec une vocation claire à l'exportation (langoustes, crevettes, café et bananes). Dans l'ensemble, les exportations totales, hors *maquila*, constituées essentiellement de produits agricoles, se sont établies à 1,4 milliard d'USD (51% des exportations totales) en 2010, tandis que les importations totales, hors *maquila*, composées d'aliments et de produits d'origine animale, atteignaient 1,2 milliard d'USD (Unité d'intelligence économique). Les exportations du pays devraient bénéficier du système d'intégration centraméricaine, du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et la République dominicaine et du nouveau système d'accès préférentiel aux marchés de l'Union européenne.

8. Surtout, l'agriculture approvisionne en céréales et en autres biens de consommation, la population, et en particulier les groupes à bas revenus, qui en représente la majeure partie. Environ 38% de la population active travaillent dans l'agriculture, 18% dans le secteur secondaire et 44% dans le tertiaire.
9. **Pauvreté rurale.** La réduction de la pauvreté progresse lentement. La pauvreté touche plus de 70% de la population rurale, tandis que 60% vivent dans un état d'extrême pauvreté (2010). Les femmes rurales et les ménages dirigés par une femme, les jeunes ruraux et les groupes autochtones figurent parmi les segments les plus vulnérables de la population. Les femmes chefs de famille représentent environ 9% des petits exploitants. Les membres des communautés autochtones sont généralement agriculteurs de subsistance ou travailleurs agricoles temporaires.
10. **Causes de la pauvreté.** Les causes de la pauvreté rurale au Honduras sont les suivantes: i) faiblesse de la croissance économique; ii) inégale répartition des revenus et des terres agricoles, et des autres biens de production; iii) accès limité aux services techniques et sociaux de base; et iv) bas niveau de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la productivité. La pauvreté rurale est aussi liée à la pression de la population sur les ressources naturelles et au manque d'infrastructure commerciale, d'accès aux marchés et de justes prix.
11. L'agriculture de subsistance est la principale ressource des ménages très pauvres. Ces ménages emploient généralement des techniques à faible productivité et des pratiques à base de main-d'œuvre sur des pentes fortes, des flancs de colline, et de petites parcelles usées par l'érosion, pour produire du maïs et des haricots. Ces agriculteurs de subsistance qui représentent environ 70% des ménages agricoles sont voués à de bas rendements et à des pertes de récoltes élevées. Les ménages n'ont pas les moyens de satisfaire le niveau minimal de leurs besoins nutritionnels et doivent donc rechercher un complément de revenus hors de l'exploitation. Jointe à l'insécurité foncière, à la forte inégalité de la répartition des terres et à l'utilisation épuisante des sols, aggravées par l'exploitation illégale des terres forestières, la pénurie générale d'emplois et les possibilités limitées de subsistance en zones rurales sont les principaux moteurs de l'importante émigration des jeunes Honduriens.
12. **Insécurité alimentaire.** La sécurité alimentaire reste très fragile. La productivité de l'agriculture hondurienne est faible et le pays est importateur net de produits agricoles, mais il existe d'importantes possibilités de croissance de la production agricole. La hausse de 18% des prix alimentaires en 2008 a provoqué une augmentation de 4% du taux de pauvreté et une aggravation des taux de malnutrition déjà élevés du Honduras. Au niveau national, le pays se trouve confronté à un développement territorial fortement déséquilibré, les municipalités les plus pauvres étant concentrées dans les régions de l'Ouest et du Nord-Est. Six départements de l'Ouest (Copan, Intibucá, La Paz, Lempira, Ocotepeque et Santa Barbara) présentent les taux de sous-nutrition chronique les plus élevés du pays, soit en moyenne 50% contre un taux national de 25%. Le sud du Honduras (Choluteca, El Paraiso, Valle) constitue aussi une importante poche secondaire de pauvreté extrême et de malnutrition chronique. Au total, 66% environ de la population du pays sont exposés à l'insécurité alimentaire.
13. **Vulnérabilité environnementale.** La dégradation des terres, entraînée par la surexploitation, la déforestation et de mauvaises pratiques agricoles, rend le pays encore plus vulnérable aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique. L'indice mondial du risque climatique 2011 classe le Honduras à la troisième place parmi les pays les plus touchés par des événements climatiques extrêmes (1990-2009).

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

14. Après les troubles politiques nationaux de juin 2009 et à la suite de l'entrée en fonctions du président en janvier 2010, le présent gouvernement s'est engagé dans une période de stabilisation politique et économique et a renoué avec la communauté internationale et le financement multilatéral. Il a ainsi signé en mars 2010 un mémorandum d'entente avec le FIDA visant à poursuivre le développement du programme d'investissement du Fonds.
15. Dans ce contexte, le Congrès national hondurien a approuvé la Vision nationale 2010-2038 et le Plan national 2010-2022 du gouvernement, fixant les objectifs à long terme qui serviront de base aux plans gouvernementaux ultérieurs de développement. Les quatre objectifs nationaux sont les suivants: i) un Honduras sans pauvreté extrême, éduqué et sain, bénéficiant de systèmes consolidés de sécurité sociale; ii) un Honduras sans violence, qui se développe dans la démocratie et la sécurité; iii) un Honduras productif, créateur d'emplois et de perspectives, qui exploite au mieux ses ressources et réduit sa vulnérabilité environnementale de façon durable; et iv) un État moderne, efficace et compétitif, transparent et responsable.
16. Les piliers stratégiques du Plan national 2010-2012 comprennent: i) un développement durable au profit de la population; ii) la réduction de la pauvreté marquée par la création d'actifs et l'égalité des chances; iii) le développement des régions du pays; iv) une infrastructure productive, moteur du développement économique; v) la compétitivité, l'amélioration de l'image du pays et le développement de secteurs productifs; et vi) l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Le but du Plan stratégique pour le développement du secteur agroalimentaire (2010-2014) est de moderniser le secteur agricole dans une perspective de diversification, d'efficacité, de compétitivité et de durabilité environnementale, tout en lui assignant un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et l'accroissement de la sécurité alimentaire. Les politiques sectorielles, les stratégies et les programmes du pays sont alignés sur la politique agricole centraméricaine (2008-2017). Parallèlement, un décret présidentiel a déclaré la sécurité alimentaire et nutritionnelle prioritaire dans le cadre d'une nouvelle politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2010-2022), appliquée transversalement par tous les ministères et coordonnée par le secrétariat d'État du Bureau du Président.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

17. La stratégie nationale de réduction de la pauvreté ainsi que les OMD constituent les piliers de la planification gouvernementale des efforts de réduction de la pauvreté. Formulée en 2001, cette stratégie a été révisée en 2006 avec un ample soutien des donateurs et une large participation de la société civile. Son objectif fondamental est de réduire la pauvreté significativement et durablement. Sa réalisation reposera sur une croissance économique soutenue, dont les bénéfices seront distribués plus équitablement grâce à l'accès accru des pauvres aux facteurs de production, notamment par le développement du capital humain et l'institution de systèmes de protection sociale. La stratégie est axée: i) sur l'expansion des capacités et l'accumulation du capital humain; ii) sur la création d'opportunités économiques par la participation aux marchés et l'amélioration de la productivité; iii) sur la modernisation de l'infrastructure économique et sociale et l'accès à celle-ci; iv) sur la gestion du risque social et environnemental. Appliquant les enseignements tirés de l'expérience effective, sa mise en œuvre a été menée sur le plan territorial, par des activités au profit des municipalités rurales et urbaines les plus pauvres, et sur le plan sectoriel, par une concentration sur les activités économiques ayant le maximum d'impact sur les groupes marginalisés.
18. La stratégie de réduction de la pauvreté vise aussi à réduire la vulnérabilité environnementale tout en renforçant l'impact sur la pauvreté liée aux catastrophes. Elle mettra en œuvre des instruments économiques et financiers novateurs afin de

créer des incitations destinées à enrayer la dégradation de l'environnement tout en promouvant la gestion durable des ressources naturelles. Les instruments identifiés comprennent le paiement des services environnementaux communautaires et la participation aux marchés du carbone. Cette stratégie est appliquée dans le cadre de programmes ciblés de santé, d'éducation, de nutrition et de formation professionnelle des jeunes, et de façon croissante dans celui du Programme global de protection sociale dit « Bono 10 000 », qui est un programme de transferts monétaires conditionnels.

19. La stratégie de réduction de la pauvreté est cohérente avec la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et avec la stratégie nationale relative au changement climatique dirigée par le Comité interinstitutions technique sur le changement climatique. Mise en œuvre en zones rurales par le Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage, ses principaux objectifs seront les suivants: i) améliorer l'équité et sécuriser l'accès à la terre pour les petits paysans (*campesinos*) et les populations autochtones, accroissant ainsi les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux; ii) promouvoir le développement durable dans les zones prioritaires au moyen de mécanismes garantissant la participation des autorités locales et des communautés; iii) améliorer la compétitivité de l'économie rurale au niveau local afin d'accroître la production et de renforcer l'efficacité et la compétitivité des petits producteurs ruraux en facilitant l'accès à l'infrastructure et aux services de soutien d'ordre commercial, technique et financier; et iv) améliorer la situation sociale générale, renforcer l'infrastructure sociale et élargir la couverture des programmes de réduction de la pauvreté dans les zones rurales les plus défavorisées sur le plan économique, où l'incidence de la pauvreté est la plus forte.

Harmonisation et alignement

20. Le présent COSOP-AR est pleinement aligné sur les politiques et les stratégies nationales de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté rurale. Cet alignement se manifeste dans le contenu des stratégies, les méthodes d'intervention et l'approche programmatique des projets financés par le FIDA au Honduras qui ont récemment été approuvés et soutiennent directement la Plan national d'investissement (PNI) dans le secteur agroalimentaire. Élaboré en 2011 par le Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage, ce plan a deux objectifs principaux: diversifier l'agriculture orientée vers le marché et cibler les régions les plus démunies en matière de production alimentaire et de développement de filières commerciales. Il identifie en outre les domaines prioritaires pour l'allocation des ressources budgétaires nationales et de l'aide des donateurs.
21. Le COSOP-AR correspond au Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, notamment à son objectif général et à ses objectifs stratégiques. Il est également cohérent avec les éléments suivants de ce Cadre: i) l'approche au niveau macro (c'est-à-dire le renforcement des partenariats du FIDA en faveur des pauvres avec toute une gamme d'acteurs, dont les institutions des Nations Unies, les donateurs publics et privés, et les entreprises commerciales, qui peuvent apporter en zones rurales des investissements, des biens et des services au profit des pauvres); ii) une approche d'intervention sous forme de programmes et de projets (par exemple, la promotion des capacités des ruraux des deux sexes, y compris les jeunes); iii) l'engagement thématique (par exemple, le changement climatique, les organisations de producteurs ruraux); et iv) les principes d'action (c'est-à-dire les partenariats effectifs et la mobilisation des ressources). Le COSOP-AR est pleinement cohérent avec les principales politiques et stratégies du FIDA, notamment celles qui concernent: i) le ciblage; ii) l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; iii) l'amélioration de l'accès à la terre et la sécurité foncière; iv) l'engagement aux côtés des peuples autochtones; v) le secteur privé; et vi) le changement climatique.
22. Conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et au Programme d'action d'Accra, le COSOP-AR met l'accent sur la coordination opérationnelle avec les principales institutions de développement.

Celles-ci sont les suivantes: i) l'équipe des Nations Unies dans le pays et le PNUD au Honduras, ce dernier fournissant aux projets en cours financés par le FIDA un soutien en matière d'administration et de passation des marchés dans le cadre d'un accord entre le PNUD et le Gouvernement hondurien visant à renforcer la transparence et la responsabilité; ii) la table ronde sur l'agroforesterie, qui réunit les principaux donateurs promouvant le développement agricole/rural et la gestion des ressources naturelles dans le pays; iii) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), afin de conclure des accords opérationnels et d'entreprendre en commun des opérations d'investissement sur le terrain et de mettre en œuvre l'initiative "Achats au service du progrès" du PAM; iv) des cofinancements effectifs, notamment avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), partenaires de longue date du FIDA au Honduras et en Amérique centrale; et v) le Projet pour la compétitivité rurale (COMRURAL) de la Banque mondiale, le Programme de développement des entreprises rurales (PRONEGOCIOS) de la Banque interaméricaine de développement et la nouvelle initiative "Feed the future" ("Nourrir l'avenir") de l'Agence des États-Unis pour le développement international, succédant au Compte du Millennium Challenge du Gouvernement des États-Unis.

23. Le Plan d'action du Plan-cadre des Nations-Unies pour l'aide au développement (PNUAD), signé dans le pays par les institutions des Nations Unies en décembre 2011, constitue un instrument d'harmonisation supplémentaire. Ce plan prévoit un engagement total de 239,5 millions d'USD de fonds ciblés de développement, y compris pour le financement des opérations soutenues par le FIDA.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

24. Le FIDA soutient depuis 1979 les initiatives de développement agricole et rural, et de réduction de la pauvreté du Honduras. Il a contribué au financement de 11 projets pour lesquels il a accordé des prêts d'un montant total de 132,6 millions d'USD sur un coût global de 247,5 millions d'USD. En près de trente ans d'activité dans le pays, le FIDA a soutenu l'action du gouvernement dans les domaines suivants:
 - i) renforcement des capacités des populations rurales et autochtones extrêmement pauvres des hautes terres, en leur procurant l'accès à la terre, des marchés et des services financiers et autres pour la création d'emplois et de revenus; ii) mise en œuvre de différents mécanismes de financement pour développer les initiatives communautaires tout en facilitant l'introduction de services financiers innovants (par exemple, *cajas rurales* ou caisses rurales d'épargne et de crédit); iii) amélioration de la gestion des ressources naturelles; et iv) mise en place d'une plateforme institutionnelle et économique pour le développement rural et la réduction de la pauvreté dans des zones sélectionnées. Les objectifs stratégiques énoncés dans le COSOP de 2007 étaient l'amélioration des possibilités de création de revenus (sur et hors exploitation) pour les ruraux pauvres, et tout particulièrement les femmes; et le renforcement des capacités d'organisation et du pouvoir de négociation des organisations rurales.

Résultats de l'exécution du COSOP

25. À la fin de 2009, après la clôture du Projet de fonds national de développement durable en milieu rural (FONADERS) et du Programme national de développement local (PRONADEL), fondus en une unique opération pour renforcer la cohérence de l'exécution et réduire les coûts administratifs, un seul projet financé par le FIDA était en cours au Honduras: le Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro. Approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2007, ce projet était le premier à être présenté au Conseil au titre du

COSOP couvrant la période 2007-2011, qui venait d'être approuvé (avril 2007) pour le Honduras. Ce projet améliore les capacités d'organisation et les pratiques de gestion du territoire des populations rurales pauvres, y compris les groupes autochtones, du département de Yoro, qu'il aide à mieux positionner leurs produits sur les marchés. Lancé en février 2009, il marque le début de la nouvelle approche du développement rural sous l'angle de la compétitivité, adoptée par le Gouvernement hondurien.

26. Les résultats obtenus par le précédent COSOP ont été limités, initialement par des retards dans le démarrage des projets et dans l'allocation des fonds de contrepartie, par la lenteur de l'exécution des projets, etc. Dans l'ensemble, cependant, les objectifs physiques des projets clôturés ont été atteints. Leur impact attendu sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté est évident mais difficile à chiffrer. Néanmoins: i) le rapport d'achèvement du projet du PRONADEL (2010) présente un décompte final de 2 518 sous-projets (concernant les céréales de base, le café, la sécurité alimentaire, etc.) dont ont bénéficié 22 608 ménages; 93 entreprises qui ont créé 1 920 nouveaux emplois; et 2 990 organisations de base renforcées, incluant 2 317 groupes de base, 569 *cajas rurales* et 104 associations de ménages de producteurs innovants; et ii) le PRONADEL et le FONADERS ont décaissé pratiquement 100% des fonds prêtés, créant ainsi des conditions favorables à l'amélioration des moyens d'existence des populations ciblées. Le programme national relatif aux caisses rurales d'épargne et de crédit a été consolidé, initiative unique parmi les projets financés par le FIDA en Amérique centrale.
27. **Performance du secteur rural.** Entre 2009 et 2011, la performance du Honduras mesurée dans le cadre du système d'allocation du FIDA fondé sur la performance (SAFP) a progressé par rapport à la plupart des indicateurs, comme en témoigne l'amélioration de la note du pays, qui est passée de 3,75 à 4. Ces progrès sont dus au renforcement de la concertation avec le pays au plus haut niveau et à l'expansion du portefeuille du pays qui en est résulté. Ce portefeuille comprend deux projets innovants, approuvés respectivement en septembre 2010 et en août 2012. Ces deux projets, axés sur l'accès aux marchés et la création de microentreprises, bénéficient d'importants cofinancements et posent les fondements d'un programme national coordonné.

B. Enseignements tirés

28. Fortes de l'expérience acquise dans l'exécution de huit projets menés à bien, les opérations financées par le FIDA ont évolué, passant de projets de développement localisés à des programmes d'investissement s'insérant dans une stratégie territoriale nationale planifiée et intégrée. L'expérience des projets pionniers initialement financés par le FIDA dans l'ouest du pays ont constitué un tremplin utile pour l'exécution d'une deuxième génération de projets financés par d'autres institutions de développement et mis en œuvre par le Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage.
29. L'évaluation du programme de pays ainsi que l'évaluation à mi-parcours du PRONADEL mentionnent les enseignements utiles à tirer de l'expérience de l'exécution. Il a par conséquent été tenu compte de ces enseignements dans la conception du présent COSOP-AR et dans les plus récents projets soutenus par le FIDA au Honduras. Ces enseignements se rapportent, entre autres, à la nécessité: i) d'influer sur les politiques sectorielles et les décisions prises par les autorités nationales; ii) de consolider une stratégie nationale et un programme national pour combattre la pauvreté rurale dans le cadre d'approches de gestion territoriale et environnementale prenant en compte les contraintes et les opportunités propres des différentes régions et populations autochtones; iii) de clarifier, ce qui incombe au gouvernement, les sphères d'influence du Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage et des institutions rurales associées en ce qui concerne la gestion des projets d'investissement; iv) d'axer les investissements multisectoriels sur des secteurs économiques et géographiques spécifiques; et v) de se concentrer sur l'évaluation de

l'impact en établissant des systèmes intégrés de suivi et évaluation (S&E) et d'apprentissage.

30. De même, les enseignements tirés des premières années du FONADERS sont résumés ci-après: i) une approche répondant à la demande régionale/locale orientée vers les marchés est nécessaire et exige une forme ou une autre d'engagement contractuel d'achat des produits et services offerts; ii) la population ciblée doit être organisée dans le cadre de pôles et de filières de production, car l'impact et les avantages du soutien diminuent lorsque des individus ou des groupes reçoivent des services isolés et manquent les occasions de tirer profit de la mise en relation avec les marchés, du partage d'intrants spécialisés et des économies d'échelle; iii) les investissements doivent non seulement être dirigés vers l'infrastructure ou l'assistance technique de façon séparée, mais aussi répondre exhaustivement aux besoins des entreprises; iv) la participation des bénéficiaires (c'est-à-dire les organisations de producteurs ruraux) au choix, au financement, à l'exécution, à l'exploitation et à l'entretien des investissements favorise la réduction des coûts et une appropriation plus forte, améliorant ainsi la durabilité des investissements; v) les synergies avec les projets de la coopération internationale doivent être encouragées, spécialement au Honduras, où il existe de très nombreux projets et programmes bénéficiant de financements extérieurs; et vi) les procédures d'identification, de sélection et d'exécution des sous-projets productifs doivent être simplifiées et rationalisées.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

31. Le FIDA dispose au Honduras d'un avantage comparatif protéiforme, mais qui tient surtout à ses trois décennies de travail dans le pays en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté, et donc à la concentration de son action et à son expérience dans les domaines suivants: i) un portefeuille de projets neuf et en expansion, qui comprend trois projets en cours, exécutés de façon coordonnée par le Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage, pour lesquels des prêts d'un montant global de 28,1 millions d'USD ont été accordés sur un coût total de 75,0 millions d'USD; ii) une expérience de l'exécution de projets et d'approches innovantes sur des thèmes ruraux clés tels que l'égalité des sexes, le développement des populations autochtones, les caisses rurales d'épargne et de crédit, et l'approche par l'entreprise de l'accès aux marchés et d'un développement rural compétitif; iii) l'application systématique du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) et des instruments de planification du S&E et d'apprentissage du FIDA; et iv) la poursuite de la concertation sur les politiques et les stratégies du pays au plus haut niveau des autorités gouvernementales. La position privilégiée du FIDA au Honduras repose aussi sur les alliances stratégiques établies avec des entités clés du secteur privé, du secteur public et de la communauté du développement international, notamment le Fonds de l'OPEP pour le développement international et la BCIE, principaux cofinanceurs des projets en cours qui sont financés par le FIDA au Honduras; ainsi que l'Association des exportateurs du Guatemala (AGEXPORT), qui exécute au Honduras et dans les autres pays d'Amérique centrale un programme spécial d'accès aux marchés bénéficiant d'un don du FIDA (voir paragraphe 44).
32. L'avantage comparatif du FIDA se manifeste aussi dans l'influence qu'il exerce dans des domaines stratégiques du Plan d'action 2012-2016 au Honduras du PNUAD, et qui se résume ainsi: i) contribuer à l'avènement d'un Honduras sans pauvreté extrême; et ii) dans le cadre des droits économiques et des conventions environnementales, contribuer au développement d'un Honduras productif qui crée suffisamment d'emplois et exploite ses ressources naturelles de façon intégrée et durable tout en réduisant la dégradation de l'environnement et les risques de catastrophes.

B. Objectifs stratégiques

33. En réponse aux contraintes et aux opportunités identifiées, auxquelles sont confrontés les groupes cibles du FIDA, et en cohérence avec les priorités gouvernementales mentionnées ci-dessus, le présent COSOP-AR pour 2013-2016 retient deux objectifs stratégiques étroitement liés et qui se renforcent mutuellement. Ces objectifs visent à permettre aux populations rurales pauvres d'augmenter leurs revenus, de créer des emplois et de parvenir à la sécurité alimentaire dans un contexte de durabilité renforcée de l'environnement. Ces objectifs peuvent se résumer ainsi:
- **Objectif stratégique 1:** développer les activités et les microentreprises rurales agricoles et extra-agricoles, et améliorer l'accès aux marchés tout en accroissant la compétitivité du secteur rural.
- La réalisation de cet objectif stratégique mettra en œuvre: i) un soutien à la transformation de l'agriculture de subsistance et des activités non agricoles en entreprises et microentreprises rentables, compétitives et orientées vers les marchés intérieurs et extérieurs; ii) l'accès des organisations de producteurs et des associations rurales d'épargne et de crédit à des services financiers ruraux; et iii) la mise en place de l'infrastructure économique indispensable et la construction ou l'amélioration des routes d'accès rurales dans les zones prioritaires.
- **Objectif stratégique 2:** valoriser le capital humain et social des zones rurales.
- Ce deuxième objectif stratégique, qui complète et appuie le premier, sera réalisé: i) par un soutien aux capacités effectives d'organisation, de gestion et de décision des petites associations de producteurs et des communautés; ii) par la promotion du leadership et le développement des capacités techniques et entrepreneuriales chez les femmes rurales et autochtones et les jeunes; et iii) par l'expansion de l'infrastructure de base des ménages et des communautés dans un cadre à la fois participatif et propice à la cohésion sociale.
34. **Objectifs transversaux.** Le COSOP-AR poursuivra les objectifs transversaux suivants: i) réduction de la vulnérabilité à l'impact du changement climatique et renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation locales; ii) amélioration de la sécurité alimentaire par une planification territoriale participative; et iii) plus grande égalité entre les sexes, entre les diverses composantes de la population et entre les générations, grâce à une approche axée sur les droits humains.
35. **Résultats attendus.** Au terme du COSOP-AR, le FIDA devrait avoir contribué à l'obtention des résultats suivants: i) augmentation de l'emploi et des revenus dans les zones rurales; ii) réduction de l'insécurité alimentaire et environnementale du pays; iii) renforcement de la résilience et de la compétitivité des zones rurales, de l'agriculture paysanne et des filières; iv) accès des entreprises/microentreprises rurales à des services techniques et financiers adaptés et compétitivité de celles-ci sur les marchés; v) renforcement des capacités entrepreneuriales et organisationnelles des agents économiques; vi) développement des capacités techniques des femmes rurales et des jeunes; vii) amélioration des conditions de vie des communautés par la mise en place d'une infrastructure sociale ciblée et par l'expansion du réseau des routes d'accès rurales; et viii) mise à niveau des capacités de planification et de coordination aux niveaux municipal, départemental et central. Les principaux résultats auxquels le FIDA souhaite contribuer et les indicateurs d'étape du S&E sont présentés dans le cadre de gestion des résultats du COSOP (voir appendice III).

C. Perspectives d'innovation

36. Saisir les opportunités d'innovation, d'apprentissage et d'application à plus grande échelle, tel est le ressort central de la stratégie du COSOP-AR du FIDA. En soi, cette stratégie s'inspire de ce qu'il y a de meilleur dans l'expérience de l'exécution des opérations du FIDA au Honduras. Les perspectives clés à cet égard seront

d'approfondir l'innovation en général dans les mécanismes d'exécution des programmes, et en particulier dans les instruments et les méthodes concernant l'accès aux marchés et la création d'entreprises rurales. Ces deux sources d'innovation seront exploitées au bénéfice des filières traditionnelles et nouvelles qui présentent un intérêt pour les groupes cibles du FIDA. Les applications à plus grande échelle au sein des projets financés par le FIDA au Honduras seront recherchées par les moyens suivants: i) alliances stratégiques avec des partenaires du secteur privé pour la fourniture d'une assistance commerciale ou technique spécialisée afin d'améliorer la qualité des produits et d'accroître les exportations; ii) renforcement technique et entrepreneurial des organisations de producteurs et mise en place d'une infrastructure économique (route d'accès rurales, et agrégation de la valeur des petites et microentreprises agro-industrielles) de manière à améliorer la capacité d'adaptation et la compétitivité de la production locale; iii) développement du territoire rural et, par voie de conséquence, renforcement des capacités municipales de planification, y compris la promotion de la vocation à l'exportation et des capacités de différentes régions; iv) consolidation des caisses rurales d'épargne et de crédit, et développement d'un modèle de rapprochement de l'offre et de la demande de services ruraux à l'intention des entreprises rurales nouvellement créées; et v) activités de formation qualifiante et de création d'entreprises au profit des femmes rurales et autochtones, et des jeunes.

D. Stratégie de ciblage

37. **Groupes cibles du FIDA.** Ces groupes cibles sont les suivants: petits producteurs agricoles pauvres; paysans sans terre; microentrepreneurs et propriétaires/gérants de petites entreprises disposant de possibilités variables de participer aux filières agricoles et autres ainsi qu'aux activités de transformation/à la création de valeur ajoutée; pêcheurs traditionnels exploitant les eaux intérieures; Garifunas et autres populations autochtones; et femmes rurales et jeunes.
38. **Stratégie de ciblage et d'intervention.** La stratégie de ciblage appliquée au Honduras se fonde sur une cartographie détaillée de la pauvreté permettant d'identifier les départements et les municipalités les plus pauvres. Les enquêtes existantes sur les ménages fournissent aussi d'amples détails facilitant le ciblage géographique, tandis que les communautés autochtones ont été identifiées dans le recensement national et dans plusieurs autres études. Le ciblage des microentrepreneurs à vocation commerciale et des autres groupes cibles reposera sur l'expérience acquise par le FIDA dans le cadre du PRONADEL et d'autres projets, y compris le registre des membres des associations rurales d'épargne et de crédit. Une typologie des groupes cibles du pays a été établie à partir des études sur les stratégies de subsistance menées lors de la conception des différents projets. En outre, conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, la mise en œuvre du COSOP-AR: i) encouragera les représentants des usagers/bénéficiaires et les conseils locaux à participer à l'identification des zones d'intervention, des groupes sociaux et des quotas minimaux; et ii) donnera aux usagers et en particulier aux femmes rurales, aux populations autochtones et aux jeunes les moyens de participer activement aux activités des programmes. La concertation sera facilitée au cours de l'exécution du COSOP-AR et des projets.

E. Articulation au niveau des politiques

39. Le nouveau gouvernement entré en fonctions en janvier 2010, désireux d'établir une relation forte avec le FIDA, a examiné avec le Fonds ses stratégies concernant: i) le développement du capital humain et territorial; ii) l'élargissement de l'accès aux marchés et la création de microentreprises à l'appui de l'emploi, de la production et de la génération de revenus agricoles et extra-agricoles; iii) la réduction de la vulnérabilité et la gestion durable des ressources naturelles; et iv) le soutien à l'élaboration des politiques et au renforcement des institutions en faveur de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des OMD. Les vues du gouvernement sur le développement rural, partagées par les organisations d'agriculteurs et la

communauté des donateurs, ont fait l'objet de discussions plus approfondies lors de la visite au FIDA, en mai 2010, d'une délégation gouvernementale spéciale.

40. La concertation porte aussi sur les questions suivantes: i) l'identification en temps utile des obstacles à l'exécution et la résolution consécutive des problèmes dans le contexte d'une approche renforcée du programme de pays et d'une EGPP consolidée; ii) le développement d'un portefeuille et d'une réserve de projets axés sur le secteur privé et la création d'entreprises; et iii) le financement d'instruments innovants de finance rurale, conçus dans le cadre des projets exécutés dans la région avec le soutien du FIDA.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

41. Le COSOP-AR sera exécuté en cohérence avec les priorités déclarées du gouvernement, à savoir la planification régionale et le développement rural compétitif au cours de la période 2013-2016, grâce à un portefeuille et à une réserve de projets adaptés. Son exécution sera fondée sur les résultats du cadre de gestion des résultats, outil vivant qui sera révisé en permanence et suivi au moyen de ses principaux indicateurs et objectifs. Le COSOP-AR sera examiné chaque année dans le cadre d'un rapport annuel spécial élaboré par le FIDA et comprenant le CMR, un résumé des rapports de supervision du portefeuille en cours, des enquêtes auprès des clients, l'analyse annuelle du secteur rural du SAFF, une fiche à jour des enjeux du programme de pays, l'état des projets consigné dans le rapport sur la performance du portefeuille et les enquêtes du SYGRI. Cette documentation sera examinée officiellement à une réunion spéciale de l'EGPP dans le pays.
42. L'EGPP, composée des autorités gouvernementales, des directeurs de projet, de représentants des institutions des Nations Unies et des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des bénéficiaires-clients, des partenaires du secteur privé et de consultants spécialisés, sera informé des résultats de l'examen à mi-parcours du COSOP-AR qui aura lieu d'ici à la fin de 2014. Cet examen sera effectué conjointement par les institutions gouvernementales participantes et des spécialistes sélectionnés à partir d'une entité externe. Il recommandera le cas échéant des révisions des objectifs stratégiques et du Cadre de mesure des résultats. En 2016, terme de la période couverte par le COSOP-AR, les résultats du programme seront examinés à la lumière des objectifs stratégiques et de leur contribution à la réduction de la pauvreté. L'élément central du rapport final sur l'exécution du COSOP sera un examen complet du Cadre de mesure des résultats, qui sera présenté lors d'un atelier auquel participeront les principales parties prenantes.

B. Gestion du programme de pays

43. **Le portefeuille en cours.** Le programme d'investissement pour la période couverte par le COSOP-AR est constitué par le portefeuille de projets en cours, les nouveaux prêts et dons au titre du nouveau cycle du SAFF et les ressources provenant de cofinancements. Le portefeuille en cours du FIDA: i) se compose de projets innovants axés sur le développement de filières, la compétitivité des entreprises de producteurs organisés, la sécurité alimentaire, l'impact du changement climatique sur l'agriculture, et le renforcement général des capacités entrepreneuriales, organisationnelles et techniques des groupes cibles; ii) met l'accent sur l'appui à l'exécution et l'apprentissage, sous la supervision directe du FIDA par l'intermédiaire de son bureau sous-régional au Guatemala; et iii) comprend trois opérations bénéficiant de prêts d'un montant de 28,1 millions d'USD et d'importants cofinancements compris dans le coût total des projets et s'élevant à 75,0 millions d'USD. Les deux opérations les plus récentes ont pleinement utilisé les 18,7 millions d'USD de l'allocation du SAFF pour 2010-2012. Les opérations en cours sont les suivantes: i) le Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro, approuvé en décembre 2007 (coût total: 16,7 millions

d'USD; prêt: 9,4 millions d'USD); ii) le Programme de développement rural durable dans la région du Sud (*Emprende Sur*), approuvé en septembre 2010 (coût total: 37,2 millions d'USD; prêt: 10,0 millions d'USD); et iii) le Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans la région Nord – Perspectives pour le Nord, approuvé en août 2011 suivant la procédure du défaut d'opposition (coût total: 21,0 millions d'USD; prêt: 8,7 millions d'USD).

44. **Initiatives hors prêts.** Le portefeuille actuel comprend aussi certaines opérations hors prêts axées sur la gestion des savoirs et les réseaux thématiques. Ainsi, le Honduras participe au Programme relatif à la dynamique du territoire rural, initiative spéciale de gestion de la recherche et des savoirs mise en œuvre, avec le soutien du FIDA, par le Centre latino-américain pour le développement rural. Le Honduras, aux côtés de tous les autres pays d'Amérique centrale, participe aussi à PRO Mercados, Programme d'accès aux marchés en faveur des moyennes, petites et microentreprises rurales à caractère associatif d'Amérique centrale. Mis en œuvre par AGEXPORT, ce programme est une initiative spéciale à l'appui de l'accès aux marchés et de la création d'entreprises rurales, financé par un don du FIDA d'un montant de 2,0 millions d'USD.
45. **Réserve de projets.** La réserve de projets du FIDA prévoit la reproduction/application à plus grande échelle du modèle de mise en relation des entreprises avec les marchés/la création d'entreprises durables dans le cadre: i) d'un nouveau projet qui sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 14,8 millions d'USD environ, sur la base de l'allocation attendue du SAFR pour 2013-2015; et ii) d'un financement supplémentaire de 3,0 millions d'USD pour le projet Perspectives pour le Nord, en cours d'exécution, provenant du Fonds spécial pour les changements climatiques, géré par le Fonds pour l'environnement mondial. Le nouveau projet, qui permettra d'élargir la présence du FIDA dans la région sud-ouest du Honduras, sera conçu au cours de l'exécution du COSOP-AR sur la base de l'expérience acquise et des résultats obtenus sur le terrain dans le cadre du projet voisin *Emprende Sur*.
46. **Supervision directe/appui à l'exécution.** La supervision directe a permis au FIDA de suivre de plus près l'exécution des projets, de résoudre les problèmes dès qu'ils se présentent et de renforcer l'impact sur le développement du portefeuille de projets en cours. Cette activité sera renforcée par le chargé de programme de pays, par l'intermédiaire du Bureau régional établi au Guatemala. Cette présence physique sur le terrain sera essentielle à la poursuite de la concertation et des discussions stratégiques avec le pays, ainsi qu'à l'élargissement des alliances stratégiques que le Fonds cherche à nouer avec des partenaires nationaux et internationaux. Actuellement, le Bureau du PNUD de Tegucigalpa fournit un appui aux projets pour l'administration et la passation des marchés en vertu d'accords conclus directement entre le PNUD et le gouvernement. Cet arrangement a permis de simplifier la passation des marchés de biens, services et travaux, tout en facilitant la tâche du FIDA en matière de supervision directe et de suivi de l'exécution.

C. Partenariats

47. La stratégie générale du FIDA au Honduras tend à éviter les doubles emplois et à favoriser les complémentarités, tout en mettant à profit les meilleures pratiques agricoles et commerciales, et l'innovation technologique. Elle est fondée: i) sur l'établissement de partenariats avec le secteur privé et les autres parties prenantes, en particulier pour l'expansion des réseaux d'accès aux marchés et des services d'assistance technique; ii) sur la coopération avec la communauté des donateurs, qui comprend le Groupe des 16 donateurs (G16), association active créée après les dévastations causées par l'ouragan Mitch en 1998. Une communication active est également entretenue dans le cadre de la table ronde sur l'agroforesterie, point de ralliement sectoriel pour le développement rural, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles; et iii) sur des accords opérationnels conclus avec la FAO

et le PAM en vue d'investissements communs sur le terrain et de la mise en œuvre des initiatives "Achats au service du progrès".

48. Les principales initiatives de partenariat du FIDA au Honduras concernent le cofinancement, notamment avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international et la BCIE, partenaires de longue date du Fonds pour le cofinancement au Honduras et en Amérique centrale. L'harmonisation avec les initiatives des partenaires du développement est également importante, notamment celles qui sont financées par la Banque interaméricaine de développement, l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Banque mondiale.

D. Gestion des savoirs et communication

49. L'un des objectifs primordiaux du COSOP-AR sera d'alimenter la base de connaissances du FIDA sur le pays, et de promouvoir l'innovation au Honduras et en Amérique centrale, tout en recueillant et en diffusant de nouvelles expériences dans le contexte d'un portefeuille intégré d'opportunités d'apprentissage qui se renforcent mutuellement et bénéficient à la fois de prêts et de dons d'assistance technique. Toutes les opérations financées par le FIDA comprendront des mécanismes (et des budgets) permettant de systématiser et d'échanger les expériences dans le pays et la sous-région, et avec d'autres pays. Ces activités seront appuyées par des systèmes dédiés de planification, de S&E et de gestion des savoirs visant à fournir des éléments clés pour éclairer la concertation dans le cadre de tables rondes pertinentes, ainsi qu'à reproduire et à appliquer à plus grande échelle les opérations au Honduras et dans d'autres pays d'Amérique centrale.
50. Par ailleurs, le COSOP-AR mettra à profit l'expérience acquise à l'occasion de l'exécution des projets, recueillant et diffusant de nouveaux enseignements par l'intermédiaire des réseaux d'apprentissage sur le développement rural, patronnés par le FIDA. Les dispositions relatives à la gestion des savoirs comprendront aussi un renforcement de la collaboration avec des institutions telles que l'université agricole de Zamorano. Une importance particulière sera accordée à l'échange d'expériences sur l'accès aux marchés et la création de microentreprises. Des fonds suffisants seront attribués au sein des projets pour l'élaboration et la diffusion de produits relatifs aux savoirs, et l'organisation de séminaires et de voyages d'échange d'expérience dans la sous-région et dans d'autres pays.

E. Cadre de financement SAFP

51. L'allocation du SAFP est revue annuellement à la lumière de la performance du secteur rural. Lors de l'examen du SAFP en 2011 la performance du secteur agricole du Honduras a obtenu la note 4 (sur une échelle de 5), ce qui représente un progrès par rapport à la note de l'année précédente (2010: 3,79). Cette note correspond à une allocation totale pour le pays de 17 346 113 USD au cours de la période 2010-2012, qui a déjà été utilisée pour les deux prêts approuvés en 2010 et 2011. Les indicateurs et les notes correspondantes sont indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

Indicateur		COSOP Année 1
		Note
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,25
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,38
B i)	Accès à la terre	3,38
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,75
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,83
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,88
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,58
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,25
D ii)	Représentation des femmes	4,00
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,06
E ii)	Responsabilité, transparence et corruption dans les zones rurales	4,00
Somme des notes cumulées		48,03
Moyenne des notes cumulées		4,00
Note des projets à risque (PAR) 2011		3
Note SAFP/FIDA du pays		1 928
Allocation annuelle 2012 (en dollars des États-Unis)		5 946 491

F. Risques et gestion des risques

52. Les principaux risques menaçant l'exécution du COSOP-AR ont été identifiés lors du processus de consultation/élaboration avec le pays et, antérieurement, au cours de la conception du projet Perspectives pour le Nord. Les principales hypothèses politiques et économiques sur lesquelles se fondent les objectifs stratégiques du COSOP-AR ont aussi été établies au même moment. Ces hypothèses sont les suivantes: i) les programmes gouvernementaux relatifs à la réduction de la pauvreté, à l'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire demeurent hautement prioritaires; et ii) le marché sous-régional et les autres marchés extérieurs favorisent la croissance de la production agricole du pays. Outre la supervision directe et l'appui dédié à l'exécution, les risques correspondants seront atténués par une présence active du FIDA dans le pays et par la poursuite de la concertation. Concernant le fonctionnement et l'évolution des marchés extérieurs de certains produits, le FIDA soutiendra les systèmes d'information sur les prix et les perspectives des marchés, ainsi que les foires commerciales, tout en se concentrant aussi sur les besoins du marché intérieur.
53. Les risques pesant sur l'exécution de l'ensemble du programme de pays/portefeuille de projets concernent: i) la réticence des usagers à prendre des risques dans le domaine de l'entreprise ou du commerce, et les faiblesses de la gestion des organisations de producteurs; ii) l'aptitude des petits exploitants à répondre rapidement à la demande des marchés, à entreprendre les investissements nécessaires et à satisfaire aux normes de qualité des produits dans le contexte d'une vulnérabilité croissante au changement climatique; iii) les limites du financement extérieur nécessaire pour entreprendre des projets de taille suffisante pour avoir un impact significatif sur les besoins identifiés, et offrir la proportion d'aide financière concessionnelle (35%) dont le pays a besoin dans tout prêt extérieur destiné à des projets; iv) les difficultés de lancement des projets d'investissement résultant de retards dans leur approbation et leur ratification par le Congrès; et v) le changement climatique, qui menace les différentes régions du pays.

54. Alors que les mesures appropriées d'atténuation des risques sont mentionnées de façon détaillée dans les sections pertinentes des documents de projet, les principales solutions proposées dans le COSOP-AR pour atténuer les risques indiqués ci-dessus sont les suivantes: i) l'échange d'expériences entre les organisations rurales performantes afin de stimuler l'intérêt pour la formation relative à l'entreprise, à l'organisation et à la gestion, de manière à renforcer les capacités de gestion des entreprises et surtout d'établir des plans d'entreprise bien conçus et cohérents et d'assurer un accompagnement personnalisé de haut niveau; ii) la promotion d'alliances entre les producteurs dynamiques et bien organisés, les prestataires de services, les entreprises de transformation et de commercialisation et les intermédiaires financiers opérant dans les zones de projet; iii) la recherche active de fonds supplémentaires de cofinancement de la part du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds de l'OPEP pour le développement international et d'autres partenaires, de manière à pouvoir entreprendre des projets ayant une taille et une portée significatives et à obtenir le niveau d'aide concessionnelle requis, par une combinaison adaptée de prêts et de dons; iv) la fourniture en temps utile d'informations appropriées sur les objectifs des projets au législateur et aux autres organes du gouvernement et de la société civile; et v) des investissements au niveau de chaque projet pour atténuer explicitement les risques climatiques au moyen d'une cartographie des changements climatiques, de systèmes informatiques de suivi et d'autres instruments spécialisés dans le cadre des institutions sectorielles; une planification territoriale/municipale participative et une infrastructure rurale adaptée au changement climatique; des filières, plans d'entreprise, entreprises et microentreprises rurales avertis du changement climatique; et la promotion de l'agroforesterie et le financement de travaux de conservation des sols et des eaux. D'autres mesures consistent en programmes dédiés d'adaptation de la petite production agricole paysanne et en initiatives de renforcement de la résilience, telles que l'assurance des récoltes indexée sur le climat et les systèmes de paiement des services environnementaux. En ce qui concerne enfin les risques sociaux, le programme de pays s'appuie sur de solides stratégies de ciblage et d'égalité entre les sexes qui devraient garantir l'inclusion et l'accès aux activités et aux ressources des différents groupes cibles, notamment les groupes autochtones (Lencas, Garifunas), ainsi que les femmes et les jeunes.
55. La stratégie du programme de pays concernant la durabilité met en œuvre un plan concerté d'activités comprenant des mesures visant à assurer l'appropriation par les bénéficiaires des initiatives financées pendant la période couverte par le COSOP-AR. Elle portera sur la durabilité du capital humain créé, des alliances établies entre les producteurs et les acteurs privés, ainsi que des structures financières saines et des plans d'entreprises solides dont seront dotées les microentreprises. La durabilité des ressources naturelles sera aussi prise en compte lors des travaux sur le terrain de conservation des sols et des eaux.

COSOP consultation process

A. Introduction and background

1. The need for the formulation of a new Results-Based Country Strategic Opportunities Programme (RB-COSOP) was initially discussed with the sectoral authorities of the Government of Honduras following their inauguration in early 2010. These discussions took place at the same time that a *Declaratory* (memorandum of understanding, March 2010) was signed between the President of Honduras and IFAD's Country Programme Manager (CPM). The new RB-COSOP, *inter alia*, would internalise: (i) the Government's development strategy as detailed in the *Country Vision 2010-2038* and *Plan of Nation 2010-2022*; and (ii) the precepts of the new IFAD Strategic Framework (2011-2015) for which discussions were taking place in conjunction with the regional consultation for the new IFAD Rural Poverty Report 2010 (San Salvador, March 2010).

Country dialogue

2. In this wider circumstance, a special delegation visited IFAD headquarters in May 2010 with the purpose of formalizing the recent agreements and commitments of IFAD in the country. The Delegation—consisting of the Ministers of Agriculture and Livestock, Social Development, and the National Programme for Sustainable Rural Development; the Vice President of the National Congress; the Executive President of the Central American Bank for Economic Integration (CABEI); and the Coordinator of the Rural Development and Poverty Unit, United Nations Development Programme, UNDP-Honduras—, held meetings with the Director, Latin America and the Caribbean Division, and Senior Management of the Fund, and expressed personally the resulting agreements to the President of the Fund.
1. In sum, country dialogue at the highest level was enhanced starting in 2010, resulting in a strengthened country programme, a renewed Country Programme Management Team (CPMT) and the start of a consolidated project portfolio. The President of the Republic held discussions at the Presidential House with the IFAD CPM and the RB-COSOP review and project design teams, in each instance of their presence in the country (2010-2011), thus manifesting his concern for food security and rural poverty reduction. The loan agreement for the *Sustainable Rural Development Programme for the Southern Region (Emprende Sur)* (approved in September 2010) was signed in the country, by delegation of authority to the CPM, in November 2010. This is a document which the President of the Republic signed as an honorary witness, and an event in which mention was made of the advances achieved in the country programme and of the government interest for further IFAD financing in the rural sector. Similarly, the loan agreement for the *Competitiveness and Sustainable Rural Development in the Northern Zone (Northern Horizons)* was signed in the country, by delegation of authority to the Vice President, Programme Management Department, in September 2011.

Formulation process

2. The RB-COSOP formulation and consultation process was undertaken in Honduras in various phases, consisting of in-country mission preparation and initial dialogue with Government authorities during the final design for the *Northern Horizons—Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone* (April 2011), followed by field visits and consultations carried out in the country in August 2011.
1. **Key studies** of the economic situation and rural poverty and environmental degradation, as well as a livelihoods field-survey were undertaken as part of the Northern Horizons design process. These working papers, commissioned to specialized consultants, comprise: (i) Rural livelihoods, target group and targeting strategy; (ii) Food security and environmental degradation reduction; (iii) Social and

environmental review note; and (iv) Institutional analysis of the Secretariat of Agriculture and Livestock.

2. **Strategic environmental assessment.** The SEA, undertaken in parallel by the Fund (September 2011), provided valuable input to the RB-COSOP. The exercise, carried out by a team from the office in Honduras of the Tropical Agricultural Research and Training Centre (CATIE), placed into proper perspective the practical issues of climate-change mitigation and adaptation as part of the overall country strategy while identifying measures, best practices and required investments to strengthening these core environmental concerns in the project portfolio. The SEA findings were discussed at length with the sectoral authorities for agriculture and rural development, environment and natural resources, and planning and technical cooperation.
3. **Government plans.** It should be highlighted that the RB-COSOP was formulated in parallel with the government's: (i) new *Strategic Plan for the Development of the Agrifood Sector (2010-2014)* which aims at modernizing the agricultural sector so that it is diversified, efficient, competitive and environmentally sustainable, while playing a key role in reducing poverty and increasing food security; and (ii) *Country Investment Plan for the Agrifood Sector (CIP) (2011-2014)*, a document that identifies the investment requirements for achieving the targets of the sectoral plan, and which includes IFAD's financing under the ongoing projects and the expected Performance-based Allocation System (PBAS) funds for 2013-2015.
4. Finally, while additional RB-COSOP input was obtained during the Access to Markets Workshop for Mesoamerica and Panama (Tela, Honduras, September 2011), brief project identification missions were carried out in September 2011 and July 2012. The RB-COSOP's strategic objectives were validated by the Country Programme Management Team (CPMT) and key stakeholders in Honduras in April 2012 as part of the meetings held during the design of the Global Environmental Facility's (GEF) supplementary project to be executed within the *Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone (Northern Horizons)* and which will be financed with US\$3.0 million from GEF's Special Climate Change Fund (SCCF). The RB-COSOP's strategic objectives were validated by the Government in July 2012, during the first mission to the country by the new Coordinator, Central America y Panamá, and Country Programme Manager for Honduras.

B. Consultation

5. The RB-COSOP formulation included consultations and technical meetings with government authorities and representatives of concerned ministries (finance, environment and natural resources, agriculture and livestock, rural development, planning and technical cooperation, etc.), leaders of peasant and indigenous organizations, officials of principal international development and United Nations agencies present in the country, the technical staff of IFAD ongoing projects, and representatives of the private sector, non-governmental organisation and civil society.
6. Dedicated workshops were held at field level as part of the Horizons Project design process in each of the three primary zones of intervention (Atlántida, Cortés and Santa Barbara), and with the members of the Agroforestry Round Table in Tegucigalpa. These consultations revolved around such key issues as the real livelihood concerns of IFAD target groups, the environmental degradation of the targeted zones, potential payment schemes for environmental services at local level, rural business competitiveness, poverty targeting, the performance of the country project portfolio, the financing gap for the CIP investment plan, territorial distribution of the diverse externally-financed development projects, etcetera.
7. The meetings held under the Strategic Environmental Assessment were also conducted as part of the RB-COSOP consultation exercise. These meetings were

wide ranging and comprised, in addition to the technical environmentally-related institutions, the Ministries of Young People and Indigenous Peoples thus obtaining a comprehensive perspective on the developmental constraints and opportunities of these key target groups.

C. Strategic Environmental Assessment

8. The Environment and Climate Division (ECD), in collaboration with the Latin American and the Caribbean Division (LAC), undertook a **Strategic Environmental Assessment (SEA)** as part of the RB-COSOP design exercise. This special activity was intended to provide conceptual, methodological and operational inputs to inform the RB-COSOP design and consequently to guide project design/ implementation and government decision making.
9. The IFAD Climate Change Strategy, approved in 2010, calls for IFAD to more systematically respond to increasing demands from the Fund's clients for assistance and innovation on how to address climate change and thus on relevant action and investments.
10. The 2011 IFAD Environment and Natural Resource Management (ENRM) Policy further stresses that RB-COSOPs are a key entry point for upstream analysis and assessment of how IFAD can be of assistance to partners in managing natural resources sustainably and to respond to climate change challenges in rural poverty alleviation and enhanced food security. A contemplated focus of RB-COSOPs will be to support national priorities on environmental and natural resources management (such as ecosystem-based approaches) as reflected in poverty reduction strategy programmes and relevant national strategic frameworks.

Objectives

11. Specifically, the **objectives** of the pilot SEA task were to: (i) provide key environmental and social recommendations to influence IFAD support to Honduras's development efforts towards environmental sustainability and climate-smart development; (ii) identify priority ENRM and climate-change areas based on IFAD's comparative advantage for policy dialogue with the Government; (iii) test and demonstrate opportunities for practical application of the SEA in the country; and (iv) demonstrate applicability of methodological and procedural SEA approach outlined in IFAD's Environmental and Social Assessments.

Recommendations

12. Among the key recommended social, economic and environmental actions and investments, as identified best practices under the SEA, to be applied in the context of the RB-COSOP and IFAD project portfolio, we find:
 - a) Implement concrete natural resources management and sustainable production practices (related to soils, water, forest and biodiversity) through the introduction of actions that can generate multiple benefits in those regions that are a priority for the Government's rural development and poverty reduction efforts;
 - b) Promote actions to stop the expansion of the agricultural frontier in the country's diverse regions, through field sustainable practices under agro-silvo-pastoral systems while supporting and consolidating the relevant value chains;
 - c) Formulate and implement a long-term approach for forestry protection (i.e., fire prevention and plagues control) focusing on the particular conditions of the diverse agroecological contexts;
 - d) Establish suitable models and schemes to achieve an enhanced environmental governance based on the access, management and control (legalised property and use) of lands and other nature-based productive assets;

- e) Implement an strategy for environmental service payments and associated mechanisms, which identify and make effective the environmental and economic valuations of natural resources, conducive to their sustainable management and use at all levels and in the diverse agroecological and biodiverse contexts;
- f) Promote, strengthen and empower the community-based organisations, the economic-interest associations and the vulnerable rural groups to execute sustainable management of natural resources within their household livelihoods, community social contexts and regional economies;
- g) Promote sustainable natural resources management actions and practices in accordance with the legal, public policy and institutional frameworks to be derived and consolidated from the *Country Vision 2010-2038* and the *Plan of Nation 2010-2022*;
- h) Strengthen the institutional execution practice in the application of the legal and public policy frameworks oriented towards the sustainable management of natural resources and climate-change mitigation and adaptation;
- i) Promote and support the sustainable (economically, socially, environmentally) value chain-based production systems, products and markets, with a view to enhancing resilience and adaptation to the effects of climate change, particularly in the regions where the poorest and most vulnerable peoples are settled, taking into account the country's new (social and economic) regionalization and through strategic alliances with development partners; and
- j) Promote strategic rural territorial actions and investments (social and economic infrastructure, rural human settlements, sustainable production, etc.), based on the country's new watershed-based regionalization and the *Country Vision 2010-2038* and the *Plan of Nation 2010-2022*, identifying priority municipalities and zones for intervention that address the nexus of rural poverty, environmental degradation and climate change. This regionalisation will offer pathways/ opportunities for the scaling up of best practices.

Country economic background

Honduras

Land area (km2 thousand) 2010 1/	112	GNI per capita (USD) 2011 1/	1 970
Total population (million) 2010 2/	8.04	GDP per capita growth (annual %) 2010 1/	1
Population density (people per km2) 2010 2/	72	Inflation, consumer prices (annual %) 2010 1/	5
Local currency Lempira (HNL)		Exchange rate: USD 1 = 18.6401 HNL	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual %) 2010 2/	2.27	GDP (USD million) 2011 1/	17259
Crude birth rate (per thousand people) 2010 1/	27	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2010 1/	5	2000	5.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2010 1/	20	2010	2.8
Life expectancy at birth (years) 2010 1/	72		
Total labour force (million) 2010 1/	2.99	Sectoral distribution of GDP 2010 1/	
Female labour force as % of total 2010 1/	34	% agriculture	12
		% industry	27
		% manufacturing	18
		% services	61
Education		Consumption 2010 1/	18
School enrolment, primary (% gross) 2010 1/	116	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	80
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2007 1/	86	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	
		Gross domestic savings (as % of GDP)	2
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2010 1/	5 742
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2008 1/	n/a	Merchandise imports 2010 1/	8 550
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2005 1/	8.6	Balance of merchandise trade	-2 808
		Current account balances (USD million)	
Health		before official transfers 2010 1/	-3 773
Health expenditure, total (as % of GDP) 2010 1/	6.8	after official transfers 2010 1/	-955
Physicians (per thousand people) 2010 1/	n/a	Foreign direct investment, net 2010 1/	799
Population using improved water sources (%) 2010 1/	87		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2010 1/	77		
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports (% of merchandise imports) 2009 1/	19	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2010 1/	-3
Fertilizer consumption (kilograms per ha of arable land) 2008 1/	108	Total expense (% of GDP) a/ 2010 1/	23
Food production index (1999-01=100) 2009 1/	145	Present value of external debt (as % of GNI) 2010 1/	14
Cereal yield (kg per ha) 2010 1/	1 094	Total debt service (% of GNI) 2010 1/	3
		Lending interest rate (%) 2010 1/	19
Land Use		Deposit interest rate (%) 2010 1/	10
Arable land as % of land area 2009 1/	9.1		
Forest area as % of total land area 2010 1/	46		
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2010 1/	n/a		

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database available in: <http://data.worldbank.org>

2/ National Statistical Institute available in: www.ine.gob.hn/

3/ Central Bank of Honduras available in: www.bch.hn/

COSOP results management framework

COUNTRY STRATEGY ALIGNMENT	KEY RESULTS			INSTITUTIONAL/ POLICY OBJECTIVES
Poverty Reduction Strategy and Targets	RB-COSOP Overall Objective: Enabling the rural poor of Honduras to increase their income, expand employment, and achieve food security in a context of enhanced environmental sustainability.			Policy Dialogue Agenda
	Strategic Objectives	Outcomes that IFAD Expects to Influence	Milestone Indicators	
<p>Country Vision 2010-2038: comprises four national objectives, aiming to achieve: (i) a Honduras without extreme poverty, educated and healthy, with consolidated systems of social security; (ii) a country which develops within a democracy, with safety and without violence; (iii) a productive Honduras which creates opportunities and valuable jobs, harnessing its resources in a sustainable manner and reducing environmental vulnerability; and (iv) a modern State, transparent, responsible, efficient and competitive.</p> <p>Strategic pillars of the associated Plan of Nation 2010-2022, <i>inter alia</i>, comprise: (i) sustainable development for the population; (ii) poverty reduction with generation of assets and equal opportunity; (iii) development of the country's regions; (iv) productive infrastructure as the motor of economic development; (v) competitiveness, an improved image of the country, and development of productive sectors; and (vi) mitigation and adaptation to climate change.</p> <p>KEY LONG-TERM TARGETS:</p>	<p>Strategic Objective 1: Agricultural and non-agricultural rural businesses and microenterprises are developed and market access is improved whilst rural competitiveness is enhanced. SO1 will be achieved through: (i) support to the transformation of subsistence agricultural and non-agricultural activities into profitable, competitive, market-oriented rural businesses and microenterprises for local and external markets; (ii) access of producer organizations and rural saving associations (<i>cajas rurales</i>) to rural financial services; and (iii) the provision of key economic infrastructure and the construction or improvement of rural access roads in priority regions.</p> <p>Strategic Objective 2: Human and social capital in rural areas is developed. Complements and supports the first strategic objective. SO2 will be achieved through: (i) support to the effective organizational, managerial and decision-making capacities of small producer associations and communities; (ii) promotion of leaderships and development of the technical and entrepreneurial capacities of rural women and young people; and (iii) expansion of basic household and community infrastructure, from a participatory and social cohesion perspective.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 65% of producer associations involved in entrepreneurial linkages and transformation/ value aggregation improve their incomes/ employment, accessing national and international markets. 60% of producer associations with incipient potential for value chain/ market insertion improve their incomes and consolidate their production activities, accessing local and national markets. 60% of rural saving associations and 60% of the organisations involved in entrepreneurial linkage plans, operate with funding derived from expanded/ improved rural financial services;. 60% of rural subsistence families improve their food and nutritional security, having sustainable access to basic food. 50% of scholarship-supported students (at least 30% young women) obtain relevant jobs and/ or develop business initiatives. At least 60% of rural women users decrease their household workload through access to rural infrastructure. 	<ul style="list-style-type: none"> No. of producer associations involved in rural businesses and microenterprises (agricultural and non-agricultural) that improve their incomes/ employment, accessing national and international markets. No. of producer associations with incipient potential for value chain/ market insertion that improve their incomes/ employment and consolidate their production activities, accessing local and national markets. No. of jobs created through rural business expansion/consolidation by enhanced producer associations. No. of rural saving associations and organisations involved in business plans, that operate with funding derived from expanded/ improved rural financial services. No. of organised subsistence producers that introduce cultivation technologies adapted to climate change, and implement soil conservation practices and works. 	<p>The policy dialogue agenda comprises: (i) the strategic objectives espoused by this COSOP in light of the Fund's Strategic Framework 2012-2015 and the key new policies and strategies, i.e., ENRM Policy, Climate Change Strategy, Private Sector Strategy; (ii) the <i>Strategic Plan for the Development of the Agrifood Sector (2010-2014)</i> which aims at modernising the sector so that it is diversified, efficient, competitive and environmentally sustainable, while playing a key role in reducing poverty and increasing food security; (iii) the targets of the <i>Country Investment Plan for the Agrifood Sector (CIP) (2011-2014)</i>, which identifies the investments to achieve the sectoral targets; (iv) the country's National Climate Change Strategy and related environmental governance matters, e.g., access, management and control of lands and other nature-based productive assets;</p>

<p>1. Eradicate extreme poverty. 2. Reduce by at least 15% the number of poor households, nation-wide</p> <p>KEY BASELINE: Population (2011): 8.2 million; 7% indigenous; 60% rural.</p> <p>Economic conditions and poverty: Per-capita income: US\$1,970 (Atlas Method, 2011). Gini coefficient: 0.577.</p> <p>Poor population: 67% (nation-wide). Poverty affects over 70 per cent of the rural population while 60 per cent lives under extreme poverty.</p> <p>Human Development Index: 0.625 (ranks Honduras 121 out of 187 countries) (2011).</p> <p>TARGETS: Poverty indicators (2016): Rural poverty reduced from 70% to 60%. Malnutrition reduced by 10%.</p> <p>IFAD's contribution to targets by end-2016: Client-beneficiaries taken out of poverty: Approximately 40-45 thousand families.</p>	<p>Transversal goals. The RB-COSOP seeks: (i) to reduce vulnerability to the impact of climate change while enhancing local resilience and adaptation capacities; (ii) to improve food security under participatory territorial planning; and (iii) to achieve greater gender, ethnic and intergenerational equity.</p> <p>Expected results. Upon completion of the RB-COSOP, IFAD should have contributed to achieving the following results: (i) employment and incomes in rural areas, increased; (ii) national food insecurity and environmental vulnerability, reduced; (iii) resilience and competitiveness of rural regions, smallholder agriculture and value chains, enhanced; (iv) rural enterprises/ businesses, accessing suitable technical and financial services while competitively linked to markets; (v) entrepreneurial and organizational capacities of economic organizations, enhanced; (vi) technical capacities of rural and ethnic women and young people, improved; (vii) living conditions of communities through targeted social infrastructure and an expanded network of rural access roads, improved; and (viii) sectoral planning and coordination capabilities at municipal, departmental and central levels, enhanced.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ No. of rural and ethnic women and young people's groups that develop organisational and productive/ entrepreneurial capacities, and initiate local economic activities. ▪ No. of families benefited with small social infrastructure works and installations, constructed/ rehabilitated (water harvesting/ storing devices; improved cooking stoves, etc.). ▪ No. of kms of rural roads rehabilitated / constructed ▪ No. of pilot environmental service payment schemes. ▪ Applied institutional learning generated by the executing entity (SAG) in the context of a comprehensive results-based M&E system for investment programme coordination and implementation. ▪ No. of seminars, workshops, other events for country sectoral policy dialogue. ▪ No. of systematization elements generated/ disseminated from project implementation experience. 	<p>(v) the mechanisms for the dissemination/ exchange of best practices and the identification of upscaling routes and mechanisms; and (vi) the timely identification of implementation constraints in the context of direct supervision and an enhanced CPMT.</p>
---	--	--	---	--

Note: This Results Management Framework is indicative and based on the expected targets and outcomes under the ongoing and forthcoming portfolio. As a living document, it will be reviewed during project design and 1st annual RB-COSOP review, to include: (i) the precise targets, outcomes and indicators of the contemplated new projects to be financed with the resources of the PBAS 2013-2015; and (ii) a detailed and updated baseline data/ information. Outcomes and milestone indicators are being disaggregated by gender/ ethnic group in the project-level monitoring and evaluation systems.

Previous COSOP results management framework

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>A. COUNTRY STRATEGIC GOALS:</p> <p>Poverty Reduction Strategy (PRS) centred on: (i) generating capacities and expanding opportunities; (ii) providing infrastructure; and (iii) ensuring social protection, especially for the poor and extremely poor populations.</p> <p>Poverty Reduction intervention focused on: (a) policy reforms to improve health/ education and nutrition planning, inter-sectoral coordination, public spending and targeting, concentrating on people in extreme poverty; and (b) the Solidarity Network social programs: (i) social protection, i.e., Family Allocation Programme (conditioned subsidy cash transfers); (ii) human capacity development (health, education); (iii) income opportunities (training, technical and financial assistance); and (iv) infrastructure (water and sanitation services, social and economic infrastructure, housing).</p> <p>Operational Strategic Plan for the Agrifood Sector of Honduras (2006-2010). Main strategy thrusts: (i) development of production zones, priority subsectors and agrifood chains to improve rural competitiveness; (ii) multisectoral action and coordination with the PRS to achieve employment/ incomes, gender equity and food security; (iii) small-scale commercial agriculture that provides access to production technologies and markets; (v) modernisation of rural production infrastructure; and (vi) improved sectoral governance and private-sector involvement in smallholder production and commercialisation associations.</p>	<p>Economy Population: 7.4 million (2007) GNI per capita (2007): US\$1,620 GDP Nominal (2007): US\$12,316 million Agriculture contribution to GDP (2004): 14.0% Economic Active Population (% Agriculture): 35.4% Total exports (2006): US\$1,936 million Workers remittances (2006): US\$2,307 million</p> <p>Poverty Poverty, at national poverty line: 62.1% (2006) Human Development Index (2006): 0.604</p>	<p>Economy Population: 8.2 million (2011) GNI per capita (2011): US\$1,970 GDP Nominal (2011): US\$17,259 million Agriculture contribution to GDP (2010): 12.0% Economic Active Population (% Agriculture): 36.6% Total exports (2011): US\$6,814 million Workers remittances (2010): US\$2,649 million</p> <p>Poverty Poverty, at national poverty line: 60.0% (2010) Human Development Index (2011): 0.625</p>	<p>Aligned with the country's poverty reduction strategy and rural development priorities, the RB-COSOP (2013-2016): (i) renews the IFAD country programme based on the Government's development strategy as detailed in the Country Vision and the Plan of Nation, and on the main lessons derived from the implementation of the IFAD project portfolio; (ii) internalises: 1. the precepts of the new IFAD Strategic Framework (2011-2015); and 2. the principles of the related IFAD policies on climate change, natural resources management, indigenous peoples, and private sector development; (iii) was formulated in parallel with –and benefited from the Government's new Strategic Plan for the Development of the Agrifood Sector (2010-2014) and the Country Investment Plan for the Agrifood Sector (CIP) (2011-2014); and (iv) profits from a Strategic Environmental Assessment (SEA), that placed into proper perspective climate-change mitigation/ adaptation as part of the overall country strategy.</p>

B. COSOP STRATEGIC OBJECTIVES:**Strategic Objectives (COSOP 2007-2011):****Strategic Objective 1: Improve income-generating opportunities for the rural poor (on- and off-farm), with special attention to women.**

Main lines of action: (i) funds for farmers' initiatives and off-farm activities; (ii) support to access markets technologies and investments, and assets and opportunities, including investments and technical services; and (iii) facilitate incorporation into value chains, and linkages between the dynamic and non-dynamic sectors of the economy.

Strategic Objective 2: Strengthen the organizational capacities and bargaining power of the organizations of the rural poor.

Main lines of action: (i) capacity building of poor rural people's organisations to negotiate and establish alliances with private-sector actors; (ii) capacity enhancement to benefit from trade agreements and participation in negotiations; and (iii) empowerment of indigenous communities in articulating their specific concerns with public and private entities when pursuing social investments and other benefits for their communities.

Elements of project approach to rural development:

1. Strengthening of local institutions in their technical, organizational and managerial capacities to formulate micro and small projects and supervise small rural businesses, and to facilitate access to programme resources and services offered by public and private sectors;
2. Rural Development Funds to facilitate access by rural communities and organized farmer groups to productive (private) technical services and community infrastructure investments;
3. Demand-driven, direct beneficiary contribution to their micro-project financing through matching grants and in-kind/ labour inputs;
4. Intense promotion and training among rural women, young people, indigenous groups and landless farmers within isolated communities to facilitate their involvement in income-generation activities, and the rehabilitation of physical and productive infrastructures damaged by Hurricane Mitch;
5. Household food security through improved production/storage of basic grains;
6. Management and conservation of natural resources, particularly in hillside farming areas;
7. Rural saving and credit associations (cajas rurales); and
8. Project management units; and M&E systems.

Elements of evolving project approach to rural development:

1. Rural competitiveness, market access and support to the development of rural business and microenterprises under consistent business plans and private sector partnership;
2. Specialized technical and business-related assistance and the delivery of resources from key competitive asset-building co-investment funds for sustainable production, value aggregation/ processing and micro-enterprise development;
3. Support to the effective organizational, managerial and decision-making capacities of small producer associations and communities;
4. Access of producer organizations and rural saving associations (cajas rurales) to rural financial services;
5. Support to the rehabilitation of environmentally deteriorated areas, vulnerability reduction to the impact of climate change of micro and smallholder agriculture and institutionalization of municipal territorial planning;
6. Human capital development, technical training/ labour market insertion; and promotion of the entrepreneurial talent of rural and ethnic women and young people;
7. Affirmative action and development of rural and ethnic women, including their access to social infrastructure and reduction of household work load;
8. Key economic infrastructure and the construction or improvement of rural access roads in priority regions;
9. Integrated implementation of components in support of a master line of action (e.g., access to markets/ rural business and microenterprise development);
10. Integrated implementation of country investment programme, under the Secretariat of Agriculture and Livestock (SAG); and project planning, Planning, M&E and knowledge management systems.

COSOP Experience:

Country programme learning, inter alia, relate to the need to: (i) influence sectoral policies and decisions taken by the national authorities; (ii) consolidate a country strategy and a national programme to combat rural poverty, in the context of territorial and environmental management approaches that take into account the distinct constraints and opportunities of diverse regions and indigenous peoples; (iii) clarify, on the part of the Government, the spheres of influence of the Secretariat of Agriculture and Livestock and associated rural institutions in relation to the management of investment projects; (iv) concentrate multisectoral investments on specific economic and geographical areas; and (v) focus on impact evaluation while establishing integrated monitoring evaluation and learning systems.

C. IFAD OPERATIONS	<p>Ongoing (2007):</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. National Programme for Local Development (PRONADEL). Approval: April 2001. Total cost: US\$31.3 million. 2. National Fund for Sustainable Rural Development Project (FONADERS). Approval: December 1999. Total cost: US\$25.7 million. <p>Proposed:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Project for Enhancing the Rural Economic Competitiveness of Yoro (PROMECON). 	<p>Ongoing (2012):</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rural Project for Enhancing the Rural Economic Competitiveness of Yoro (PROMECON). Approval: December 2007. Total cost: US\$16.7 million. 2. Sustainable Rural Development Programme for the Southern Region (Emprende Sur) Approval: September 2012. Total cost: US\$37.2 million. 3. Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone (Northern Horizons) Approval: August 2011. Total cost: US\$21.0 million. <p>Proposed:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Competitiveness and Sustainable Rural Development Programme in the South-Western Frontier. PBAS 2013-2015 plus cofinancing. 2. Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone (Northern Horizons-GEF). US\$3.0 million supplementary financing from the Global Environmental Facility's Special Climate Change Fund. 	<p>IFAD Operations Experience:</p> <p>Applied elements for upscaling within IFAD projects in Honduras, include:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) strategic alliances with specialised private sector partners for the provision of specialised marketing and other technical assistance with a view on product quality and exports; (ii) the entrepreneurial strengthening of producer organisations and the construction of economic infrastructures (rural access roads and value aggregation of micro/small agro-industries) to improve the competitiveness of the local production; (iii) rural territorial development and competitiveness, including the promotion of the exporting vocation and capabilities of zones; (iv) the consolidation of rural saving associations (cajas rurales), and an evolving model for the connection between the supply and demand of rural financial services for emerging rural enterprises; and (v) actions aimed at skills formation and business development among rural and ethnic women and young people.
<p>D. IFAD PERFORMANCE</p> <p>1. Policy Dialogue</p> <p>2. Partnerships</p> <p>3. Portfolio Performance</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Policy dialogue / advocacy conducted on the need to focus on the needs of the poor smallholders. 2. Cofinancing with the Central American Bank for Economic Integration (CABEI). 3.- Project portfolio was completed with highly relevant lessons from field implementation on rural savings associations, the role of investments funds, etc. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Country dialogue has been established at the highest level, with IFAD commitments to expand the country project portfolio. An active Forestry Round Table, a subgroup of the Group of 16. 2. Cofinancing with CABEI and the OPEC Fund for International Development (OFID). Wide collaboration with the United Nations Development Programme's office in Honduras. Involvement of the Guatemalan Exporters Association in a regional market access support programme. 3. Satisfactory performance of an expanded and active portfolio, according to the parameters of the Fund's portfolio monitoring systems. Direct supervision and implementation support provided from the IFAD's office in Guatemala. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. The need to maintain a more active presence in the country to influence policies and strategies on behalf of IFAD's target groups. 2. The need to involve private sector partners in market access, external market-niche identification and the dissemination and systematic application of production and manufacturing best practices. 3. The need to: (i) formulate project implementation/ disbursement plans from the project design stage; and (ii) finance the entire project costs (net of taxes), in order to expedite project execution avoiding counterpart funding constraints.

Indicative project pipeline during the COSOP period

Project concept note

Competitiveness and Sustainable Rural Development Programme in the South-Western Frontier

A. Introduction and justification

1. At the request of the Government of Honduras, and as part of the country's Strategic Agrifood Sector Investment Plan (2011-2014), the proposed **Competitiveness and Sustainable Rural Development Programme in the South-Western Frontier** will consolidate IFAD's presence in the country while expanding the agricultural production initiatives, rural savings associations and market linkages established under the neighbouring Sustainable Rural Development Programme for the Southern Region (Emprende Sur). The new programme's focus on sustainable agricultural production and livelihood strengthening of poor smallholders, rural infrastructure development, and competitive rural microenterprise promotion is expected to lead to expanded food security and increased employment and incomes among the target rural and Lenca indigenous groups.
2. The South-Western region comprises the Departments of Intibucá, La Paz, Lempira and the Southern part of Comayagua with a total population of 610 thousand inhabitants, mostly rural. These Departments are located in planning regions 13 (Lempa), 2 (Comayagua Valley) and 13 (Gulf of Fonseca), according to the Plan of Nation. About 80 percent of the municipalities in the region have been classified as rural poverty territories and 50 percent of the same municipalities face extreme poverty conditions. The identified target populations generally count with low levels of human and social capital, limited access to land and other productive assets and services, and highly deficient transport and communication infrastructure, and thus a low capacity to generate income. These are principal factors determining their low living conditions, and their social, economic and environmental vulnerability, including the increasing impact of climate change on their rainfall-based subsistence and step-sloped agriculture.
3. Whilst some areas of the region are part of the Central American "dry corridor", and its natural resources suffer higher degradation, subjecting to high vulnerability and food insecurity, it also holds some microregions with great potential for agricultural production and well established value chains. In addition, the inhabitants of the region, of Lenca indigenous ascent, count with valuable traditional knowledge and culture, which should be supported in their social and economic development, including their artisanal products and community nature-based tourism while promoting the production of quality coffee and other traditional crops. The proximity with El Salvador presents enormous market networking opportunities for agricultural and non-agricultural products.
4. Accordingly, the Programme is justified on the stated goals to expand smallholder coverage, deepen development action and consolidate the productive initiatives and value chains resulting from previous IFAD operations in the same region. These projects –which have generated valuable lessons from their implementation experience–, comprise the Intibucá-La Paz Rural Development Project (1988-1997) and the Rural Development Project in the South-Western Region (PROSOC) (1999-2005). Finally, the proposed Project is fully in line with Government priorities as

pertaining rural poverty reduction and agricultural production and food security, in the context of climate change. These priorities are established in the Plan of Nation 2010-2022, and the new National Food Security and Nutritional Strategy 2010-2022.

B. Programme area and target group

5. The proposed programme will be executed in 69 municipalities having a high concentration of rural poverty in the departments of Lempira (28 municipalities), Intibucá (17), la Paz (19) and Comayagua (5). The programme's target groups include: (i) poor small agricultural producers; (ii) micro-entrepreneurs with potential to participate in agricultural value chains; (iii) small entrepreneurs engaged in processing/ value addition and commercialisation; (iv) rural populations of Lenca indigenous descent involved in artisanal production and cultural and nature-based tourism; and (vi) in general, rural and indigenous women and young people. The programme will benefit approximately 45,000 households, including 20,000 with production-related technical assistance, capitalization funds, rural roads and financial services, and 25,000 families which will benefit from access to rural roads, human development investments (social infrastructure) and enhanced territorial and municipal planning. An estimated 1,000 young women and men of the total will be trained in job-seeking skills.

C. Programme objectives

6. The overall **programme objective** is to contribute to the strengthening of the social and human capacities of poor rural populations to increase their income and employment opportunities while enhancing their food security and overall livelihood, in a context of environmental sustainability and social inclusion of rural and indigenous women and young people. The **specific objectives** comprise: (i) promote and strengthen the organisational and managerial capacities of economic, social and municipal associations; (ii) support the development and asset-building of rural businesses and microenterprises; (iii) improve food security among poor rural families, and reduce the vulnerability of small producers to the risks and impacts of climate change; and (iv) invest in social infrastructure and rural access roads in support of an increased competitiveness of the rural economy in the region.

D. Ownership, harmonization and alignment

7. The proposed programme is aligned with the National Priority Goals, which are oriented towards reducing significantly the rural populations' poverty and extreme poverty, while meeting national food demands and the Millennium Development Goals. The priority goals are outlined in the Government's *Country Vision 2010-2038* and *Plan of Nation 2010-2022*, which also set the framework for climate change action, the integral development of the agrifood sector and overall food and nutritional security. The Programme is also consistent with the central objectives of IFAD's Strategic Framework (2011-2015) and the strategic objectives of the new Country Strategic Opportunities Programme (RB-COSOP).
8. While the Ministry of Agriculture (SAG) will monitor the implementation of all IFAD-financed projects through a country programme coordination committee, which will strengthen the mechanisms of coordination between SAG, IFAD's activities and those of international cooperation agencies, the overall intervention strategy is based on: (i) partnership building with the private sector, particularly for expanding market access networks and technical assistance services; (ii) cooperation with the donor community and cofinancing with the OPEC Fund for International Development; and (iii) field level harmonization with projects operating in the same region, notably the USAID-financed ACCESO programme.

E. Programme components

9. **Component 1: Human Capital Development and Local Livelihood Strengthening.** The objective of this component is to support the social and human development processes of the target groups, to be reflected in the strengthened organizational, managerial and decision-making capacities of communities and economic entities (cooperatives, producer associations, *mancomunidades*, rural savings associations, microenterprises) and improved living conditions, overall.
10. The component will be implemented through the following lines of action: **1.- Organizational and territorial development**, including: (i) strengthening of small producer associations and their training in organizational and managerial capacities; (ii) promotion of leadership and development of the technical and entrepreneurial capacities of rural and indigenous women and young people (male and female) and their support for business development and their insertion in local labour markets; (iii) support to the expansion of a farmer-to-farmer system of technical assistance, patterned on the experience of previous IFAD projects in the region; and (iv) support to community organisation and municipal and territorial planning based on the identified value chains (potential of exporting municipalities) and micro-watershed management; and **2.- Human development investments:** Expansion of basic community infrastructure, from a participatory, gender equity and social cohesion perspectives. It includes: (i) the promotion of water harvesting structures for agriculture and household use; and (ii) the promotion of family grain storage and firewood-saving stoves.
11. **Component 2: Competitive Rural Enterprise Development and Market Access.** This component will support the creation and consolidation of competitive and financially-sustainable rural businesses and microenterprises. Based on the actual demands of local, national and the market across the border with El Salvador, the programme will promote both the food and commercial value chains of the Fund's target groups in the region, including basic grains, horticulture and coffee production in addition to rural and nature-based tourism, artisanal handcrafts, and distinctive cultural products and archaeological routes.
12. The component includes investments based on the following lines of action. **1.- Value chain/ microenterprise development and market access** including: (i) execution of new-enterprise business plans (agricultural and non-agricultural) through co-investment funds for expanded production and value aggregation/ transformation; linkages with the private, commercial sector; and the provision of technical services in all key business areas, i.e., sustainable production, commercialization, accounting and business management, etc.; (ii) climate change adaptation investments (e.g., greenhouse protected agriculture; micro-irrigation) and the promotion of agricultural and manufacturing best practices as part of the support required to achieve sustained quality production; and (iii) certification of farms and small producers, and overall access to market support, i.e., agricultural fairs, commercial promotion, brand development, specialized marketing, etc.; **2.- Rural financial services** consisting of: (i) the technical and financial strengthening of *cajas rurales* (rural saving and credit associations); and (ii) facilitating access of microenterprises and producer associations with business plans to the existing rural financial services.
13. **Component 3: Food Security, Adaptation to Climate Change and Rural Infrastructure.** Fully integrated and complementary to the other elements and lines of action, this component will address climate change mitigation and adaptation as well as food security of vulnerable populations while establishing the public infrastructure required to achieving a competitive rural economy in the

region. It will be executed through: **1.- Food security and climate change mitigation and adaptation (climate compatible agriculture)** comprising primarily technical assistance and investment funds for works and practices applied to soil, vegetation and water conservation and natural resources management, in general; (ii) support to the rehabilitation of natural ecosystems and the dissemination of suitable production practices such as the *Quesungual* slash & mulch agroforestry system, applicable to drought-prone hillsides; and (iii) a pilot project for payment of environmental services; and **2.- Rural access roads** involving improvement/ rehabilitation of selected rural roads, identified based on criteria related to both the functioning of value chains and the integration of communities to the country's social, commercial and economic mainstream.

14. **Component 4: Programme Management.** This component will facilitate the programme's effective execution, through results-based management and the systematization of project implementation experiences. Principal activities comprise: the establishment and operation of the Programme Management Unit; accounting and financial administration; planning, monitoring and evaluation; socioeconomic and baseline studies; gender and legal advisory; and knowledge management, including experience exchange within the country and the region.

F. Cost and financing

15. For a six-year implementation period, the **project cost** has been estimated at US\$39.7 million. This amount will be allocated by component as follows: (a) Human Capital Development and Local Livelihood Strengthening, US\$11.0 million (28% of total cost); (b) Competitive Rural Enterprise Development and Market Access, US\$14.5 million (37%); (c) Food Security, Adaptation to Climate Change and Rural Infrastructure, US\$12.0 million (30%); and (d) Programme Management, US\$2.2 million (6%).
16. The programme's **financing** will be structured as follows: (a) a loan from IFAD of US\$14.8 million (37% of total cost); (b) a loan from the OPEC Fund for International Development of US\$18.0 million (45%); (c) counterpart funding from the Government of Honduras for US\$3.5 million (9%); and (d) in kind contribution by programme users-beneficiaries, to be applied to their productive projects and business consolidation of US\$3.4 million (8%).

G. Organization and management

17. The programme will be executed by SAG, while field implementation will be the responsibility of a Project Management Unit, to be established in the Southwest of the country. Project policies and annual working plans will be approved by a steering committee, while business plans and other infrastructure investments will be approved by an investments approval committee. The project will provide the necessary technical assistance and support to enable users-beneficiaries to acquire the organizational and entrepreneurial capacities needed to take effective advantage of the opportunities offered by markets and value chains. In addition to the financing agreement, the project will be governed by: (i) operational agreements with technical service providers; (ii) collaboration agreements with associated municipalities and government agencies; (iii) practical alliances at commercial level with entities of the private sector and rural saving associations; and (iv) harmonization of actions with development partners at all levels.

H. Monitoring and evaluation indicators

18. Programme implementation will be guided by the RB-COSOP's results management framework and the programme's logical framework. Examples of key performance indicators and targets, which will take into account the needs of the diverse target

groups, comprise: (i) percentage of households that increase their index of household assets ownership (Results and impact management system-RIMS anchor indicator); (ii) percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator); (iii) Human Development Index by municipality and department; (iv) number of rural microenterprises (cooperatives, producer associations, other organised enterprises, agricultural and otherwise) that access local, national and/or external markets; (v) number of jobs created through newly established, expanded and consolidated rural business and microenterprises; (vi) number of beneficiary families that take part of the programme's territorial development processes and investments; and (vii) number of programme's clients-beneficiaries that access rural financial services. To ensure that the programmes' results can be measured –and that implementation experiences are properly captured and disseminated–, the suitable M&E/knowledge management, RIMS and subproject-specific implementation monitoring systems will be established.

19. While the project M&E unit will be responsible for systematizing and sharing knowledge to generate learning to be incorporated into project activities, as well as for promoting knowledge-sharing among project partners, other ongoing IFAD projects in Honduras, and public and private organizations involved in rural development, scaling up in the wider southern/ south-western regions will benefit from the access-to-markets partnership established in Central America with the Association of Guatemalan Exporters through an IFAD regional grant.

I. Risks

20. The programme may face some implementation risks, relating to: (i) economic instability resulting from the competition for the same markets among the Central American countries, in the context of trade liberalization, affecting the businesses and enterprises promoted by the programme. Action will be taken to identify market niches and develop consistent business plans for differentiated export products, in addition to focusing on the demands of the local market and the targeted markets across the border with El Salvador. The proposed programme will take advantage of the first stretch of the commercial highway being built with Millennium Account funds between the Cutuco Port in El Salvador and the Cortes Port in Honduras; (ii) reticence on the part of users to assume business and commercial risks and weak management by producers' organizations. Mitigation will involve the exchange of experiences among successful organizations of poor rural people to stimulate interest in business, organizational and managerial training to build capacities in business management, and above all, well designed and consistent business plans and high-level hand-holding support; (iii) the ability of small-scale farmers to respond promptly to market demands, required investments and special product quality requirements. This will be mitigated by promoting alliances between more dynamic and well-organized producers with service providers, processing and marketing enterprises and financial intermediaries operating in the project area; and (iv) environmental vulnerability and climate-related risks that will affect the south-western region, as it is part of the 'dry corridor'. The programme is being designed to offset these risks through concerted environmental management action, early-warning systems, participatory territorial and municipal planning, and the budgeted agroforestry and soil and water conservation works.

J. Timing and next steps

21. The Programme's design will be undertaken starting in early 2013, with a view to its presentation at the September 2013 session of the Executive Board.

Project concept note

Northern Horizons—GEF Project. Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone

A. Introduction and justification

1. At the petition of the Government of Honduras, while considering the high vulnerability of the country to environmental disasters and climate change, IFAD formulated a Concept Note (Project Identification Form-PIF) for a project that seeks to address, as an additional initiative, the climate-risk mitigation and resilience requirements of the Fund's target groups and their agricultural value chains, in the context of the IFAD-financed **Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone (Northern Horizons-IFAD Project) (NH-IFAD)**. The US\$21.0 million Northern Horizons project was approved by IFAD's Executive Board through the lapse-of-time procedure in September 2011, whereas the PIF was approved by the Global Environment Facility (GEF) in late 2011. A project design mission was fielded in April 2012, from which this project proposal originates.
2. The concept of the supplementary **Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone (Northern Horizons-GEF) (NH-GEF)**, to be financed by a US\$3.0 million grant from GEF's Special Climate Change Fund (SCCF), is rooted in the SCCF fundamental strategy and its main goal of: supporting developing countries to increase resilience to climate change through both immediate and long- term adaptation measures in development policies, plans, programs, projects and actions. The NH-GEF project seeks to support Honduras to become climate-resilient by integrating adaptation measures (reducing vulnerability, increasing adaptive capacity, transferring of adaptation technology) within the agricultural production and rural development activities of the larger Northern Horizons, IFAD project (NH-IFAD).
3. Within a territorial and micro-watershed planning approach, the proposed NH-GEF project will address the impact of climate change on the household economies and food security of the IFAD's principal target groups of poor small agricultural producers, micro-entrepreneurs, and rural women, young people and ethnic groups. Sustainable agricultural production, rehabilitation of natural resources (soils, water, biodiversity) and value chain development/ consolidation are all key elements of the project's objectives, investments and expected outcomes.
4. **Rationale of the supplementary NH-GEF project.** Climate change in Honduras is severely affecting the whole natural-resource base across the country and the living conditions of the rural populations, while posing additional stress on the agricultural sector with expected decreases in precipitation and increases in temperature under all identified scenarios to 2020. The increased drought and flooding risks are affecting agricultural production and productivity, making it more difficult both to meet food demands and to sustain the incomes and livelihood of small agricultural producers and their families. In this context, water quality and its overall availability for agriculture and rural household use are thus affected, undermining the government's rural poverty reduction efforts.
5. While impacting directly on the livelihood of poor agricultural producers, climate change and the country's increased environmental degradation are associated with:

- (i) uncontrolled expansion of the agricultural frontier in some zones; (ii) expanding steep-sloped rainfall-based subsistence agriculture; (iii) increased frequency, severity and variability of rainfall, hurricanes, and consequent flooding of lowlands; (iv) continued utilization of firewood for cooking and other household use; and (v) agrochemical pollution.
6. The proposed complementary NH-GEF project in northern Honduras represents an invaluable opportunity to improve the living conditions of the rural poor and extremely poor populations in the region while enhancing their resilience in agricultural production, considering that the municipalities in the northern/ north-western zones hold suitable agroecological conditions (soil, water, biodiversity) for expanded sustainable production. In this context, the integrated project (comprising IFAD lending and GEF grant funds) will apply the experience gained in Honduras and other Central American countries to promote competitive agricultural and non-agricultural enterprises and their insertion into local, national and global value chains (e.g., coffee, cocoa). The ultimate objective is to open opportunities for income generation and employment, at the same time that local rural and ethnic populations become more resilient to climate variability and less vulnerable to environmental degradation and disasters.
 7. As designed, the overall project presents an innovative approach to the consolidation of small producers' organizations, the mainstreaming of rural women, young people and ethnic groups in rural businesses, and for the mitigation of environmental vulnerability. However, the **baseline** NH-IFAD project requires to be complemented in key areas, in order to: (i) effectively make more resilient to climate change the value chains of relevance to the Fund's target groups; (ii) incorporate risk analysis and vulnerability assessment as part of the overall project action; and (iii) encompass specific elements of environmental education, climate risk mapping and capacity building that are required among the rural populations and the structures of the concerned sectoral institutions. This proposal considers that the combination of the sought after GEF-SCCF grant resources together with the already approved IFAD lending funds can support the Government's planned activities and investments for better focus and larger resilience and impact in the region.

B. Project area and target group

8. The overall Project will be executed in 27 municipalities with high poverty concentration of the departments of Atlántida, Cortés and Santa Barbara (North/ North-western Honduras), as follows: (i) Atlántida, seven municipalities; (ii) Cortés, six municipalities; and (iii) Santa Bárbara, fourteen municipalities. These areas comprise unique and vulnerable ecosystems of the Mesoamerican corridor in the north of the country and of the wider Lake of Yojoa watershed in the northwest. The identified value chains for support comprise: cocoa, coffee, basic grains, natural fibre-based artisanal products, inland aquaculture and rural, nature-based tourism.
9. The overall project's target groups include: (i) small agricultural producers, either not organized or with diverse organizational linkages to markets; (ii) poor artisans, with incipient organization and weak market connections; (iii) rural women, young people and ethnic groups (Lenca and Garifuna); and (iv) in general, poor rural populations that lack social infrastructure and rural access roads. The integral project (GEF and IFAD financing) will benefit about 24,000 households. Of these, some 12,000 will benefit from specialized production and business-related technical assistance, capitalization funds, financial services and rural roads; and over 12,000 will benefit from access to rural roads and social infrastructure. In addition, 1,000 young women and men will be trained in job-seeking and business development.

skills. Total project costs, including IFAD, GEF and counterpart resources, amount to US\$ 24.0 million.

10. **NH-GEF project area and target groups.** Whereas the project area and target groups for the proposed US\$3.0 million GEF-financed initiative (NH-GEF) are in principle the same as those of the baseline project (NH-IFAD), the NH-GEF components will focus on: (i) a set of specific activities and investments, such as detailed risk and vulnerability mapping; and (ii) particular zones and targeted user-beneficiary groups, according to the identified specific objectives of enhancing resilience and drawing experiences for replication and scaling up; and the expected complementary outcomes and results (*additionality*).
11. Accordingly, in addition to production potential, rural development and poverty reduction concerns, targeted priority families will comprise those that: (i) are involved in specific value chains in key zones, as part of targeted pilot projects; (ii) are located in higher vulnerability conditions and risk zones (economically, environmentally); and (iii) may demonstrate a particular interest to participate in the project, while the executing entity will seek to guarantee fair promotion and equitable access to project resources.
12. **Women, young people and ethnic populations.** More specifically, the HN-GEF components will seek to incorporate, within the design of the larger project, a cross-cutting implementation approach to climate change and user-beneficiary targeting, which takes into account: (i) the specific role that women play as the pivot of the rural household economy; their involvement in the various links of the production/transformation value chain; and their participation in natural resources management; (ii) the Government's concern for the development of rural human capital and thus the need to involve young people in agricultural production and microenterprises; and (iii) the traditional knowledge of ethnic populations in the project area. This holistic perspective will guarantee that environmental and climate change concerns are effectively incorporated into a participatory project implementation.

C. Project objectives

13. The overall project's **development objective** is oriented to: increase income, employment and food security of rural poor families in the project area and reduce their environmental vulnerability within a framework of gender equality and rural youth inclusion. As such, the project is a pro-poor value chain development investment initiative that will support capitalization and asset building in production, value aggregation/ transformation, commercialization and market access.
14. The specific objective of the proposed supplementary Northern Horizons-GEF intervention is to increase the climate resilience of the selected agricultural productive value chains, shielding smallholder farmers and their production from the impacts of climate variability. The GEF financing will help reduce the effects of climate change on productivity and profitability of the smallholders farming systems, primarily through the promotion of adaptation methods and sustainable technologies that can make productive chains more resilient. The additional GEF funds will also assist in increasing awareness and reinforcing capacities for better management of climate change risks. In addition to project management, both the NH-GEF and the NH-IFAD resources will be executed around two key components: (i) **Climate Change Capacity Development** (titled, Human and Social Development under the IFAD-financed project); and (ii) **Resilience Enhancement of Value Chains** (titled Value Chains and Competitiveness under the IFAD project). The two components seek to achieve the following results: 1.- Promotion and strengthening of smallholder productive organizations; 2.- Human capacity building and incorporation

of vulnerable groups into competitive production; 3.- Construction of social infrastructure to improve the living conditions of poor rural populations; 4.- Development of agribusinesses and rural microenterprises; 5.- Reduction of food insecurity and environmental vulnerability; 6.- Organization and capitalization of rural financial services; and 7.- Construction/improvement of rural access roads.

D. Ownership, harmonization and alignment

15. The overall Northern Horizons project (comprising IFAD and GEF financing) is fully aligned with the national rural poverty reduction and food security policies and strategies of Honduras, and directly supports the National Agricultural Sector Strategy (NASS) and the Country Investment Plan for the Agrifood Sector (CIP), formulated by the Secretariat of Agriculture and Livestock (SAG) in 2011. Market-based agricultural diversification and enhanced resilience to climate change, targeting on food and commercial value chains and on the poorest regions of Honduras are the foundations of the CIP, while it does identify priority areas to benefit from potential national budgetary and international cooperation resources.
16. The proposed NH-GEF project is also consistent with the GEF-SCCF's eligibility criteria and funding priorities, as Honduras is highly vulnerable to climate change and extreme weather events. Despite the fact that the country's biophysical and topographic characteristics imply an abundant natural wealth in some regions holding special agro-ecological conditions, these zones are also highly vulnerable to climatic variability and environmental degradation. Taking into account that Honduras is one of the most vulnerable countries in the world (Global Climate Risk Report, 2010), this situation is also linked to shifting and increasing constraints for rural territorial development, with stressed impact on the household economy of poor rural families.
17. The NH-GEF project proposal is country-driven, cost-effective and integrated into national sustainable development and rural poverty-reduction strategies. The proposed project is fully aligned with the country's National Climate Change Strategy (ENCC) that addresses the causes, manifestations, impacts and required response measures of climate change, whilst taking into account the social, economic and technological dimensions of the country's ecosystems and rural areas. The ENCC Strategy is framed within the broader national development policies and, thus, it is aligned with the *Plan of Nation 2010-2022* and the longer-term *Country Vision 2010-2038*. The overall Northern Horizons project is also consistent with: (i) the objectives of IFAD's Strategic Framework (2011-2015); (ii) the Fund's Climate Change Strategy; and (iii) the strategic objectives of the new Results-based Country Strategic Opportunities Programme (RB-COSOP).

E. Project components

18. As part of the overall project, the Northern Horizons-GEF initiative will be implemented through two mutually reinforcing components: (i) Climate Change Capacity Development; and (ii) Resilience Enhancement of Value Chains.
19. **Component 1: Climate Change Capacity Development.** The specific objectives of this component are to improve the capacities to address climate change impacts and to increase awareness and responsiveness on its effects. The component addresses these objectives in terms both of the needs of the Project's executing agency, the Secretariat of Agriculture and Livestock (SAG), and those of the direct users-beneficiaries at community and farm levels.
20. Under this component and financed with resources from the GEF grant, SAG will be equipped with the necessary tools to climate-proof the activities being promoted

within the overall project. Climate risks and vulnerability conditions will be identified through participatory mapping processes, while regularly updated climate and meteorological information will be made available to project user-beneficiaries. In addition, a mechanism for generating, managing and disseminating information/knowledge on climate resilience will be established. These learning elements will benefit SAG, the Secretariat of Natural Resources and the Environment (SERNA), the Secretariat of Planning and External Cooperation (SEPLAN), and other concerned entities.

21. Key specific **outcomes** of this component comprise: 1.1. Climate change risks are mapped and characterized in the project area, and results disseminated; 1.2. Climate change adaptation measures and climate proofing are mainstreamed in the producer and other economic interest organizations and micro-enterprises; and 1.3. Climate-related information is collected and disseminated to end-users and relevant Government institutions. The expected **adaptation benefits** out of this component involve: (i) improved capacities for resilience action by the targeted users-beneficiaries, the municipalities and key operating units within SAG and other government bodies; and (ii) a better understanding of the specific needs of poor small producers and their formal and informal organizations regarding the direct climate-change impacts they face.
22. **Component 2: Resilience Enhancement of Value Chains.** The objective of this component is to make more resilient the identified value chains through adaptation techniques and adequate technologies. This component will ensure that the productive value chains are better prepared to face climate risks, protecting the natural assets on which they depend, and that more-efficient, climate-resilient processing technologies are adopted.
23. Under this component, the NH-GEF initiative will promote sound practices for soil and water management, the use of agroforestry systems, and the rational use of pastures and rangelands for small producers. The project will also ensure that farming and post-harvesting techniques are made climate resilient, through diverse measures such as testing and introduction of new varieties, improved pasture seeds, better storage to reduce post-harvest losses, etc. Finally, the project will assist in climate-proofing agriculture infrastructures (rural roads, bridges, rural transit paths, etc.) through better design/construction, incorporation of basic protection elements, and enhanced local organization for community appropriation and maintenance.
24. In sum, the contemplated expected **outcomes** from this component comprise: 2.1. Natural resources are better managed and protected using sustainable management approaches; 2.2. Farming systems and post-harvesting are made climate resilient through new techniques and technologies; and 2.3. Rural infrastructure is climate-proofed and its maintenance improved for better protection. The expected **adaptation benefits** arising from this component are associated to: (i) increased resilience of agriculture systems to climate change impacts, increasing the productivity of the value chains and protecting rural livelihoods; (ii) improved management of natural resources (water, soil, biodiversity), resulting in increased soil fertility and reduced erosion, etc.; and (iii) reduced post-harvest losses and thus increased household food security.

F. Cost and financing

25. The total cost of the six-year overall project, including baseline NH-IFAD investments and additional GEF financing is US\$24.0 million. The financing of the overall project consists of: (i) an IFAD loan of US\$8.7 million (42 per cent of total cost); (ii) a loan of US\$8.0 million from a cofinancing institution (38 per cent); (iii) Counterpart funding from the Government of Honduras for US\$2.1 million,

consisting of taxes and duties (10 per cent); (iv) contribution by users-beneficiaries of US\$2.1 million (10 per cent); and (v) a GEF grant of US\$3.0 million.

26. Specifically, the GEF financing (US\$3.0 million) will support, over the contemplated 30-month implementation period, key activities and investments under the two main components: (i) Climate Change Capacity Development, US\$0.75 million; and (ii) Resilience Enhancement of Value Chains, US\$2.1 million. Most management-related costs will be covered by IFAD's cofinancing, while only five per cent of GEF funds will be applied to the incremental GEF grant's administration (US\$0.15 million).

G. Organization and management

27. The overall Project will be executed, in an integrated manner, by the Secretariat of Agriculture and Livestock (SAG), while field implementation will be the responsibility of a Project Management Unit (PMU), which will respond directly to the Minister's Office. The PMU: (i) will be headquartered in San Pedro Sula, department of Cortés, and a regional office will be established in Santa Barbara, Department of Santa Barbara; (ii) will be responsible for the administration and the disbursements and procurement of both the IFAD loan and the GEF grant; and (iii) will be complemented with a Climate change capacity development specialist, a Value chain adaptation specialist and an Adaptation M&E assistant, under the NH-GEF project. Project policies and annual working plans will be approved by a Steering Committee, while business plans and other investments will be approved by a Committee for Investments Approval. Representatives of the target groups, local governments and the private sector will be part of both committees.
28. The key implementing partners include: (i) the municipalities which are expected to benefit from technical assistance and capacity building for territorial planning and climate-change; (ii) private technical service providers and specialised non-governmental entities; (iii) government agencies, in terms of interinstitutional coordination, e.g., Secretariat of Natural Resources and the Environment (SERNA), Regional Planning Technical Units, and Hondulago, the Lake of Yojoa Authority; and (iv) rural savings associations and microfinance institutions. Information on the overall project implementation will be made available by SAG to the Inter-institutional Committee on Climate Change, the multisectoral entity responsible for promoting the policies, strategies and mechanisms on the matter.

H. Monitoring and evaluation indicators

29. The project's operations and results will be supported by an integral planning, monitoring, evaluation and knowledge management system backed-up by new information technologies, in line with the country's M&E systems. The system will be the basis for experience generation/ dissemination and the expansion of project results according to the contemplated pilot climate change activities.
30. Selected impact indicators under the overall project, comprise: (i) 60 per cent of user-beneficiary smallholder organisations and rural microenterprises under the project increase their incomes and employment, managing viable businesses and accessing sustainably to national and external markets; (ii) 50 per cent of user-beneficiary agribusiness organisations take part competitively in strengthened and more resilient value chains; (iii) 60 per cent of user-beneficiary subsistence rural families improve their food and nutritional food security, producing and having access to food in the context of enhanced and a more resilient basic grain value chain; and (iv) at least 60 per cent of user-beneficiary rural and indigenous women reduce their domestic work load, gaining access to time and space for their personal development and income generation.

31. In addition to **business-as-usual benefits**, the proposed NH-GEF project will catalyse **incremental benefits** derived from more focused climate change adaptation activities and thus enhanced resilience of communities and households in the northern zone. Specifically, additional benefits are expected from: (i) the implementation of climate change-specific production-related adaptation activities and higher value-added and transformation of local production; (ii) the reduction of absolute losses in lost production and damaged infrastructure from weather-related disasters; (iii) the achievement of diversified and strengthened livelihoods of poor rural families; (iv) the reduction of firewood consumption and resulting carbon emissions from the introduction of improved stoves; (v) improved sanitation and reduced household workload of rural women through water storage devices; and (vi) user-beneficiary empowerment through their participation in consultation and baseline surveys, adaptation-plan formulation, investment-related decision-making, planning/ monitoring and evaluation, and social audit.
32. Selected targets and indicators of the NH-GEF investments include: All participant agri-business organizations count with mapping and characterization of the climate change risks they face in their location; PMU and selected SAG staff teams are trained in climate resilient value chains; at least 75 per cent of all beneficiaries are trained in the identification and integration of relevant climate change adaptation measures into their businesses; no less than 50 per cent of agro-business put into practice climate resilient plans to increase resilience of their productive chains; and at least 100 km. of rural roads and other related infrastructure, built in the project area, are climate-proofed.

I. Risks

33. The key policy and economic **assumptions** on which the overall project objectives and targets are based, involve: (i) that the Government's agendas for rural poverty reduction, climate change adaptation and food security maintain their stated high priority; and (ii) that the subregional and other external markets favour the growth of the country's agricultural production. Risks on these matters will be mitigated by an active IFAD country presence and continued policy dialogue, and direct supervision and dedicated implementation support. With respect to the functioning of and shifts in external markets for particular products, price and market-prospect information systems will be supported as well as commercial fairs and the focusing on the demands of the local market. Implementation **risks** that the overall project may face, relate to the ability of small-scale farmers to respond promptly to market demands, required investments and special product quality requirements in the context of climate-change vulnerability. This will be mitigated by promoting alliances between more dynamic and well-organized producers with service providers, processing and marketing enterprises and financial intermediaries operating in the project area. Finally, climate-related risks are contemplated, which will affect the various zones of the project area. In this latter regard, the overall Northern Horizons project is being complemented with the NH-GEF investments with a view to explicitly offset these risks through: (i) concerted climate-change resilience investments; (ii) participatory territorial and municipal planning; (iii) climate-change aware value chains and rural businesses and micro-enterprises; and (iv) the promotion of agroforestry and the financing of soil and water conservation works.

J. Timing and next steps

34. The baseline IFAD-financed project was approved in September 2011, while the formulation mission for the NH-GEF project was undertaken in April 2012. The approval of the GEF grant is expected for early 2013, seeking to commence field execution during 2013.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Poverty and extreme poverty of rural and ethnic communities	Households in rural and ethnic communities	<ul style="list-style-type: none"> ▪ High levels of poverty and extreme poverty in regions, departments and municipalities. ▪ Restricted access to health, education, and other social services. ▪ Lack of basic social infrastructure and adequate housing. ▪ Limited access to productive assets, inclusive of adequate land. ▪ Low incomes from rain-fed crops, largely in steep-sloped small plots. ▪ Increased degradation of natural resources due to unsustainable production practices. ▪ Food insecurity, environmental vulnerability and climate change-related risks. ▪ Limited local capacity for transformation, value addition to primary production. ▪ Limited access to financial services, technical assistance, agricultural extension and other production/commercialization support. ▪ Limited rural access roads. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investments in rural social and economic infrastructure. ▪ Strengthening of local organisation and social community cohesion, and of economic interest groups. ▪ Increased access to human, social and economic assets. ▪ Introduction of sustainable agricultural practices for increased production/ incomes, and enhanced food security. ▪ Environmental risk and territorial management ▪ Strengthening of financial services for local farmers ▪ Expansion and rehabilitation of rural access roads.
Unsustainable agriculture; climate change impact and environmental vulnerability	Poor small producers and labourers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Subsistence, small steep-sloped agriculture. ▪ Degradation and overexploitation of natural resources (forests, soils, water, biodiversity). ▪ Limited governmental capacity and resources, overall, for proper natural resources utilization and management. ▪ Dependency on firewood for cooking and other domestic use. ▪ Lack of effective climate-change mitigation and environmental-vulnerability reduction plans. ▪ Lack of policies/ strategies for environmental management at municipal level. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participatory territorial and environmental planning at regional and municipal levels. ▪ Promotion and consolidation of value chains, relevant to poor small producers. ▪ Rehabilitation of natural resources and vulnerability-reduction and resilience-enhancing works. ▪ Production technical assistance and best practice dissemination. ▪ Firewood-saving cooking stoves. ▪ Land and water-conservation incentive schemes; and of payment for environmental services.

Rural competitiveness, market access, and value chain and rural business/ microenterprise development	Micro and small rural entrepreneurs (agricultural and non-agricultural)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited local capacity for transformation/processing, value addition to primary production; and post-harvest handling. ▪ Limited knowledge of: business opportunities, national and external markets, and competitiveness requirements of traditional commercial crops. ▪ Constrained local supply of production-related and business development technical assistance. ▪ Limited governmental resources for the direct promotion and financing of rural businesses and microenterprises ▪ Limited access to credit, savings and other financial services. ▪ Limited promotion of rural women's entrepreneurial potential. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rural business and microenterprise development promotion (agricultural and non-agricultural) through external cooperation funds. ▪ Integral support to value chain development/ consolidation, starting with producer-association consolidation and the formulation of consistent business plans. ▪ Facilitation of access to rural financial services. ▪ Access to markets support, including price and product information systems. ▪ Private sector partnerships in export promotion and business development. ▪ Involvement of entrepreneurial rural women in commercialization and business development
Development of rural women and young people, and of the country's ethnic groups	Rural and ethnic women, men and young people	<ul style="list-style-type: none"> ▪ High levels of exclusion, discrimination and poverty among rural and indigenous women of all ages and of young people (male, female). ▪ High levels of unmet basic needs and services (health, sanitation, education). ▪ Unemployment; and limited work remuneration as well as constrained access to labour market skills and personal development opportunities. ▪ Low access to production-related financial and technical assistance services. ▪ Demanding household and production-related work. ▪ Increased number of young women-headed households and social vulnerability of these families from migration of male family members. ▪ Ethnic exclusion from public services and economic opportunities. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Community organization/ empowerment as a mechanism for access to basic social services. ▪ Affirmative action investments aimed at social and economic inclusion of rural and ethnic women and young people. ▪ Adult women literacy programmes. ▪ Access by rural and ethnic young people (male and female) to primary, middle and higher education (educational scholarships and special educational programmes). ▪ Agricultural and non-agricultural production-related / labour skills training. ▪ Development of business and entrepreneurial abilities among rural and ethnic women and young people. ▪ Empowerment of ethnic groups for defence of their cultural identity and territories. ▪ Easier water access; improved firewood saving stoves; and household labour-saving devices, in general.

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Enablers:				
Secretariat of Agriculture, Livestock and Food (SAG)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rector entity of the agrifood sector. ▪ Trained and committed professional and technical staff. ▪ Has achieved substantive resources from international cooperation, notably IFAD. ▪ Promotes a value chain and competitiveness approach to rural development. ▪ Has undertaken an internal international reengineering. ▪ Developed a consistent Country Sectoral Development Strategy and a Sectoral Investment Plan (2011-2014). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited technical personnel and investment resources at field level. ▪ Promotion programmes: technological package (fertiliser). ▪ Discontinuity of policies and strategies at the change of administration (4 years) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Repositioning of SAG as the sector leader ▪ Chair of Country Programme (IFAD financed projects) ▪ for project administration support ▪ Direct involvement in the Food security and climate change subcommittee of the Inter-institutional Committee on Climate Change 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflicting interest from other sectoral institutions / field presence of wide range of NGOs and other projects, duplicating SAG's work.
Secretariat of Planning and International Cooperation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Government entity responsible for international cooperation (i.e., technical cooperation grants), as well as overall social and economic planning. ▪ Responsible for normative and coordinating work on the execution of the Plan of Nation ▪ Technical capacity for planning and programming/ data systems for country economic decision-making. ▪ Institutional credibility and coordination capacity at national and departmental levels. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited budgetary resources for its wide scope of activities. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Control of planning, monitoring/ evaluation systems related to country social/ economic performance vis-à-vis government planning. 	
Secretariat of Finance (SEFIN)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsibility for national budgeting and control of public investments/ expenditures. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Incompatibility of its data management systems, i.e., SISPU for physical parameters; and SIAFI 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Executing entity of IFAD projects. ▪ Negotiates IFAD loans, 	

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsibility for the approval of external loans (country debt). ▪ The Integrated System for Financial Administration (SIAFI). 	for financial follow-up.	thus has a deeper understanding of IFAD operations.	
Secretariat of Natural Resources and the Environment (SERNA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsible for natural resources and environmental management. ▪ Responsible for following up on all international agreements and conventions, including climate change. ▪ Specialised technical personnel. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited capability and resources for effective field presence. ▪ Relies on NGOs for the protection of natural conservation areas. ▪ Limited enforcement capacity. ▪ Limited coordination with other sectors. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expansion of programmes/projects related to climate change mitigation/ adaptation. ▪ Ongoing projects from the Global Environmental Facility. ▪ The establishment of the Inter-institutional Committee on Climate Change. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Municipal governments may not comply with environmental considerations as required by law.
National Agrarian Institute (INA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Executing entity on legal agrarian affairs. ▪ Knowledgeable technical human resources, personnel, on agrarian matters. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Very low operational budget and for land property acquisition/ legalisation. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Has the potential for partnership with other government entities (e.g., SAG) and for coordination of integral policies/ strategies in its field of specialization. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Political conflicts that have emerged as land tenure problems.
Secretariat of Indigenous Peoples and AfroHondurans	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secretariat created in practice in 2011. ▪ Presidential commitment on its operation with regional offices in the key ethnic zones. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited technical personnel and budget 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Can catalyse national and international support. ▪ Potential alliance with SAG under IFAD projects. 	
Honduran Fund for Social Investment (FHIS)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Supports local development (urban and rural) through targeted social infrastructure. ▪ Manages substantial budgetary resources. ▪ Responsible for allocation of construction contracts. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centralised decision-making of operations. ▪ Lack of budgetary resources for works maintenance. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Potential complementarity with IFAD projects at municipal level. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Discontinuity and lack of coordination with other government entities.
Hondulago –	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Specialised normative entity 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited operational and staff 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Key entity for any project 	

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Lake of Yojoa Authority	<p>created by Congress for the conservation, protection and management of the Lake of Yojoa basin.</p> <ul style="list-style-type: none"> Highly qualified and committed management and technical staff. 	resources.	<p>intervention within the wider lake basin.</p> <ul style="list-style-type: none"> Knowledgeable of IFAD mandate and operations. 	

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Honduran Coffee Institute (IHCAFE)	<ul style="list-style-type: none"> Responsible for the promotion and development of the coffee value chain. Provides support for technology transfer. Highly qualified staff. Monitors production, prices, qualities, exports, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Does not promote producer organisations. Limited resources for direct investments at farm level. 	<ul style="list-style-type: none"> Works with micro and small producers. Potential alliance under IFAD projects. Provides support for production infrastructure and credits for crop renovation/ expansion. 	<ul style="list-style-type: none"> High cost of provided (individual producer) technical assistance.
Private sector:				
Honduran Foundation for Agricultural Research (FHIA)	<ul style="list-style-type: none"> Private, non-governmental agricultural research entity. Great experience in technology adaptation/ transfer and introduction of key crops and varieties. Provides specialised technical assistance for crop development and export promotion. Operates through six experimental/ demonstration centres across the country. 	<ul style="list-style-type: none"> Limited resources and personnel to work with poor smallholders. High operational (fee-based) costs. 	<ul style="list-style-type: none"> Its linkages with international development agencies present in the country for the development of new initiatives. Involved in technical support under IFAD projects. Willingness to establish knowledge management and dissemination strategies. 	
Foundation for Entrepreneurial Rural Development (FUNDER)	<ul style="list-style-type: none"> Private, non-governmental technical assistance entity Specialises in agricultural technical support/ training, and in the organisation of economic groups, producer associations. Expertise on business development and technical support. 	<ul style="list-style-type: none"> High service costs. 	<ul style="list-style-type: none"> Involvement in the provision of specialised technical assistance under IFAD projects. 	

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Specialised NGOs:				
Association of Honduran Municipalities (AMHOM)	<ul style="list-style-type: none"> Promoter of municipal autonomy, decentralisation and larger municipal budgets. Coordination of action with municipal governments. Provides technical assistance to municipalities on budgeting, municipal development plan formulation, legal/ administrative matters, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Limited operational budget. 	<ul style="list-style-type: none"> Potential for inter-institutional coordination at municipal level. Expansion and consolidation of municipal regional associations (Mancomunidades). 	<ul style="list-style-type: none"> Potential interference by political parties
Honduran Foundation for the Environment and Development (Fundación Vida)	<ul style="list-style-type: none"> Wide and specialised knowledge of the environmental situation of Honduras, and of the international context (agreements and conventions). Field research and project design and implementation experience. Experience in the management of international cooperation projects and funds. Has developed municipal-level management models for environmental service payments and watershed planning. Non-political party interference – non-profit organization 	<ul style="list-style-type: none"> Limited operational resources. 	<ul style="list-style-type: none"> Highly qualified staff and management. Knowledge of the various agro-ecological zones of Honduras. Promoters of policy dialogue on environmental management, e.g., biodiversity, natural resources management, climate change adaptation, etc. 	

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/ Development Agency	Priority Sectors/ Relevant Programmes	Period of Current Country Strategy	Complementarities/ Synergy Potential
United Nations Development Programme (UNDP-Honduras)	<ul style="list-style-type: none"> Project in Support of the National Rural Saving Associations Programme. Poverty and Rural Development Programme in Support of IFAD Projects. Service Providers Development Programme. 	United Nations Development Action Framework's (UNDAF) Action Plan 2012-2016	High relevance, complementarity
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> Special Programme for Food Security (PESA) Access to Land Programme (PACTA) 	2010-2014	Field level coordination.
World Food Programme (WFP)	<ul style="list-style-type: none"> Purchase for Progress (P4P) Programme 	2010-2014	Participating IFAD-financed projects
Inter-American Institute of Agricultural Cooperation (IICA)	<ul style="list-style-type: none"> Institutional Strengthening for Rural Development / Support to the Sub-Committee on Food Security and Climate Change 	2010-2014	Relevant support for climate change vulnerability reduction
Central American Bank for Economic Integration (CABEI)	<ul style="list-style-type: none"> Social and Productive Infrastructure Agriculture and Rural Development Financial Services 	2010-2014	Cofinancing with IFAD
OPEC Fund for International Development	<ul style="list-style-type: none"> Rural infrastructure / Northern Highway Agriculture/ Rural Development Infrastructure 	2010-2014	Key cofinancing partner of IFAD in Honduras
Inter-American Development Bank	<ul style="list-style-type: none"> Strategy focuses on: (i) public management; (ii) the financial system; (iii) social protection; (iv) health; and (v) energy. Rural Business Development Programme (PRONEGOCIOS) 	2011-2014	Enhanced economic infrastructure and rural competitiveness. Harmonisation at all levels.

Donor/ Development Agency	Priority Sectors/ Relevant Programmes	Period of Current Country Strategy	Complementarities/ Synergy Potential
World Bank/ International Finance Corporation (IFC)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Land Administration ▪ Rural Competitiveness Programme (COMRURAL) ▪ Climate Investment Funds' Scaling Up Renewable Energy Program for Low Income Countries (SREP). ▪ Global trade finance, export guarantees and overall private agribusiness development support 	2012-2014	Highly relevant. Harmonisation at all levels. Key complementarity on land regularization matters.
European Union	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forestry and Natural Resources / PROCORREDOR 	2007-2013	High relevance, particularly in the Mesoamerican Corridor
Canada	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Food security through FAO and WFP ▪ Agriculture Value Chain Initiative (cacao) 	2011-2014	Highly relevant
AECID	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sustainable Coffee Development Programme ▪ Special Water Fund 	2011-2013	Highly relevant
USAID	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Economic Growth and Prosperity / Feed the Future 	2009-2013	Both programmes offer great potential for complementary action, as they are associated (as it is IFAD) with AGEXPORT's entrepreneurial linkages programme

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
Subsistence and small agricultural producers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lack of access to quality social services and productive assets. ▪ Limited production/ productivity of rainfall-based basic grains for self-consumption, in steep-sloped areas, under traditional technology. ▪ Limited land regularization. ▪ Conditions that apply to landless farmers, land renters and rural labourers include low wages and very precarious working and living conditions and exposure to agricultural chemicals. ▪ Environmental vulnerability of communities to climate change and economic isolation from the social and economic mainstream. Lack of access roads. ▪ Weak social cohesion/ organizational levels. ▪ Limited access to production support including agricultural extension and financial services. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Livelihood based on low input/ output traditional farming for household subsistence. ▪ Some government support (seeds and fertilizer) for basic grains production. ▪ Some assistance from NGOs. ▪ Monetary remittances in some cases. ▪ Seasonal and harvest time work. ▪ Domestic work of female household members in nearby towns. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Social investments in education, health and nutrition. ▪ Community, producer and economic interest organizational support. ▪ Mechanisms for basic grain production and increased food security, including post-harvest management. ▪ Productivity-enhancing, agricultural and other technical support services. ▪ Rural roads, social infrastructure and housing. ▪ Access to non-refundable productive and natural resource rehabilitation incentives/ investment funds. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investments in human and social capital development, including community and production association organisation, and basic social infrastructure (e.g., water harvesting) ▪ Rural access road construction and maintenance. ▪ Rural technical assistance to improve production, income diversification and food security. ▪ Support to micro and small producers (male and female) for the formulation of sustainable production plans (agro-forestry, small livestock); and for land regularization in coordination with specific land programmes of development partners (FAO-PACTA; World Bank Land Administration Project). ▪ Allocation of competitive investment funds for sustainable agricultural production, irrigation and value aggregation, aimed at enhanced resilience to climate change and food security. ▪ Facilitation of access to basic rural financial services (savings and credit associations–Cajas Rurales).
Small agricultural producers, with diverse organizational linkages to markets	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limited access to quality social services and productive assets, including rural access roads. ▪ Limited capitalisation and technology levels of primary agricultural production, and limited value aggregation, processing infrastructure. ▪ Lack of good agricultural manufacturing best practices; and 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Some technical support from government and donor programmes. ▪ Migration of family members and monetary remittances. ▪ Some access to rural saving and credit associations (Cajas 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consolidation of producer and commercialisation associations. ▪ Rural roads and production and commercialization infrastructure. ▪ Product quality/ specialised handling; business 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investments in human and social capital, including support to the consolidation of producer groups/ associations, and basic social infrastructure (water harvesting, etc.). ▪ Productive infrastructure including micro-irrigation and rural access roads.

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
	<p>limited exposure to technical, financial and business support.</p> <ul style="list-style-type: none"> Limited market information, commercialization-related organization and access to local and external markets. 	<p>Rurales).</p> <ul style="list-style-type: none"> Some organization for associated production, volume commercialization and local value added (packaging). 	<p>orientation, market access and other technical assistance.</p> <ul style="list-style-type: none"> Investment funds for production and value aggregation/ commercialisation. Consolidation of Cajas Rurales and access to financial services. 	<ul style="list-style-type: none"> Investment funds and overall support to sustainable agricultural production/ diversification and climate change adaptation. TA/ training on quality production, value aggregation. Investment funds and overall support to micro-enterprises and market access, including facilitation of access to Cajas Rurales and other rural financial services.
Rural micro-entrepreneurs involved in agricultural and non-agricultural businesses and value chains	<ul style="list-style-type: none"> Limited capitalisation of agricultural and non-agricultural production value chains. Low technological level and limited infrastructure for value aggregation, processing, transformation. Limited access to production, financial and marketing support services. Limited market information, commercialization-related organization and access to local and external markets 	<ul style="list-style-type: none"> Some technical support from government, NGOs and donor programmes. Mostly self-financing of micro businesses / micro enterprises. Monetary remittances and migrant returnee start-ups. 	<ul style="list-style-type: none"> Business development support services Marketing analysis of small rural enterprise opportunities in the context of local and regional markets. Demand-led agricultural and non-agricultural technical support services. Access to rural financial services and investment funds. 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of competitive co-investment funds for rural business/ micro-enterprise development. Facilitation of access to technical- and management-support services and continued business "hand-holding support". Facilitation of access to Cajas Rurales and other rural financial services. Productive infrastructure including micro-irrigation and rural access roads. Support to the businesses and micro-enterprises of rural women and young people. Environmental risk and territorial management Market information, private sector alliances and overall market access and export support.

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
Poor artisans, with incipient organization and weak links to markets	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lack of access to quality social services (health, education) and productive assets. ▪ Inadequate housing and basic infrastructure. ▪ Lack of access to quality social, productive and location-specific assets ▪ Limited linkage to local and external markets 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Livelihood based on traditional abilities transmitted within family traditions. ▪ Some government and NGO support for artisanal fairs and markets. ▪ Domestic work of female household members in nearby towns. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Specialised fair market access ▪ Access to basic financial services ▪ New design and market/ commercialisation support. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investments in human and social capital, including support to the consolidation of producer groups/ associations. ▪ Facilitation of access to technical- and management-support services (e.g., new designs) ▪ Availability of competitive co-investment funds for microbusiness development ▪ Facilitation of access to Cajas Rurales and other rural financial services. ▪ Market access support and connection with cultural and archaeological routes.

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
Rural women, young people and ethnic groups	<ul style="list-style-type: none"> ▪ High household labour load, including agricultural production. ▪ Lack of income generating opportunities. ▪ Poverty and gender discrimination. ▪ Inadequate housing and basic infrastructure. ▪ Lack of access to specific health care services. ▪ Low educational levels and opportunities. ▪ Limited access of rural/ ethnic women to technical services, productive resources and training 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Low input/ output traditional small-plot farming and limited small livestock for family subsistence. ▪ Traditional handcrafts. ▪ Monetary remittances. ▪ Legal and illegal migration mainly to the USA. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Domestic time-saving investments and infrastructure (improved firewood-saving stoves, water tanks). ▪ Improved health and nutrition services. ▪ Guaranteed access to education. ▪ Training for labour and productive skills. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investments in human and social capital. ▪ Affirmative action and development-triggering investments and training aimed at rural women, particularly heads of household. ▪ Promotion of leaderships and facilitation of participation in community social processes ▪ Scholarships for technical education. ▪ Promotion of youth self-development initiatives. ▪ Access to social, productive and commercialization programmes. ▪ Investment funds and technical and business support to the commercial initiatives and micro-enterprises of rural/ ethnic women and young people. ▪ Promotion of ethnic community cultural assets (tangible and intangible) in social and economic development, e.g., nature-based tourism, cultural routes; traditional gastronomy.